LEGISLATIVE ASSEMBLY OF YUKON

First Session of the 35th Legislative Assembly

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU YUKON

Première session de la Trente-cinquième Assemblée législative

BILL NO. 11

ACT TO AMEND THE CHILD AND FAMILY SERVICES ACT (2022)

PROJET DE LOI N° 11

LOI DE 2022 MODIFIANT LA LOI SUR LES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE

First Reading:	Première lecture :
Second Reading:	Deuxième lecture :
Committee of the Whole:	Comité plénier :
Third Reading:	Troisième lecture :
Assented to:	Date de sanction :

ACT TO AMEND THE CHILD AND FAMILY SERVICES ACT (2022)

EXPLANATORY NOTE

This enactment amends the *Child and Family Services Act* to address the recommendations put forward by the independent Child and Family Services Act Advisory Committee in their report, *Embracing the Children of Yesterday, Today and Tomorrow*; to address the response to those recommendations given by the Child and Family Services Act Steering Committee that was established so that Yukon First Nations and Yukon Government could take a government-to-government approach to amendments to the *Child and Family Services Act* to fill legislative gaps in the current legislation so that it conforms to the requirements under the federal Act, *An Act respecting First Nations, Inuit and Métis children, youth and families*; and to make other amendments.

Specifically this enactment, among other things

- replaces the preamble, the principles and the definition of best interests of the child to emphasize the importance of maintaining, supporting and preserving families and the connections between children and their families and their culture;
- adds a purpose clause indicating that the purpose of the Act is to provide services to children who are in need of protective intervention and to their families (as well as to provide a legal framework for adoptions);
- modernizes and clarifies terminology;
- adds provisions requiring that in the case of an Indigenous child who is need of protective

LOI DE 2022 MODIFIANT LA LOI SUR LES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE

NOTE EXPLICATIVE

Le présent texte modifie la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* pour donner suite aux recommandations qu'a formulées le comité consultatif sur la Loi sur les services à l'enfance et à la famille dans son rapport intitulé *Embracing the Children of Yesterday, Today and Tomorrow*; pour donner suite à la réponse à ces recommandations qu'a donnée le comité directeur de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille, mis sur pied pour que les premières nations du Yukon et le gouvernement du Yukon puissent adopter une approche de gouvernement à gouvernement concernant les modifications à la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*; pour combler certaines lacunes législatives dans la loi actuelle afin que cette loi satisfasse aux exigences de la loi fédérale, soit la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis*; et pour apporter d'autres modifications.

Plus particulièrement, le présent texte, notamment :

- remplace le préambule, les principes et la définition d'intérêt supérieur de l'enfant pour accentuer l'importance de maintenir, de soutenir et de préserver les familles et les liens entre les enfants et leurs familles et leur culture;
- ajoute une disposition de déclaration d'objet portant que la Loi a pour objet de fournir des services aux enfants pour qui une intervention préventive est nécessaire, ainsi qu'à leurs familles (et aussi prévoir un cadre juridique pour les adoptions);
- modernise et clarifie la terminologie;
- ajoute des dispositions exigeant que, dans le cas d'un enfant autochtone pour qui une

intervention a director notifies the child's and their parents' Yukon First Nations, if any, and the Indigenous governing bodies that represent the Indigenous groups, communities or peoples to whom they belong, providing those First Nations and bodies with the right to be involved in collaborative case planning with respect to the child and the right to be involved in any court hearings under the Act;

intervention protective est nécessaire, un directeur avise les premières nations du Yukon, le cas échéant, de l'enfant et de ses parents, et les corps dirigeants autochtones qui représentent les groupes, communautés ou peuples autochtones dont ils font partie, prévoyant le droit pour ces premières nations et corps dirigeants de participer à la planification de plans d'intervention concernant l'enfant et le droit de participer aux audiences judiciaires prévues à la Loi;

- expands the provision of services to support youth transitioning to independent living to those youth who are in the care of an extended family member and to those persons who as youth were for a period of two years or more in the care of an extended family member;

- étend la prestation de services visant à soutenir les adolescents qui s'apprêtent à devenir autonomes aux adolescents qui sont sous les soins d'un membre de la famille élargie et aux personnes qui, comme adolescents, étaient sous les soins d'un membre de la famille élargie pendant une période d'au moins deux ans;

- increases the age from 24 to 26 at which a person who was formerly in the care or custody of a director or in the care of an extended family member is eligible for transitional support services;

- fait passer de 24 à 26 ans l'âge auquel la personne qui était auparavant sous les soins ou la garde du directeur ou sous les soins d'un membre de la famille élargie est admissible à recevoir des services de soutien transitoire;

- expands the requirements to develop case plans and to use culturally appropriate collaborative planning, such as peacemaking circles or clan meetings, to develop case plans;

- élargit les exigences d'élaborer des plans d'intervention et de faire appel à la planification collaborative adaptée à la culture, comme les cercles de conciliation et les réunions de clans, dans l'élaboration de tels plans;

- requires that a cultural plan be developed as part of the case plan for each child who is in the care or custody of a director so that a child's connection to their language, culture, practices, customs, traditions and ceremonies can be maintained;

- exige d'élaborer un plan culturel dans le cadre du plan d'intervention pour chaque enfant qui est sous les soins ou la garde d'un directeur pour permettre à l'enfant de maintenir des liens avec sa langue et sa culture, et ses pratiques, coutumes, traditions et cérémonies;

- clarifies what it means to abandon a child, for the purposes of determining when a child is in need of protective intervention;

- clarifie ce que signifie le fait d'abandonner un enfant, afin de déterminer dans quels cas une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant;

- clarifies what it means to be emotionally harmed, for the purposes of determining

- clarifie ce que signifie le fait de subir un préjudice émotif, afin de déterminer dans

when a child is in need of protective intervention;

- gives the director of family and children's services the discretion to decide whether or not an investigation is required when a report is made by a person who believes a child is in need of protective intervention;

- makes changes to procedure respecting court hearings and orders, including clarifying timelines and situations in which adjournments may be ordered;

- provides a procedure by which a director may obtain an order requiring a person to give the director documents relevant to the performance of the director's duties;

- changes the priority of placement of a child who is in the care or custody of a director with emphasis on the importance of placing children with any siblings, with specific provisions respecting Indigenous children;

- requires the consent of Yukon First Nations and Indigenous governing bodies prior to the adoption of an Indigenous child who is in the continuing custody of a director;

- clarifies when personal information and personal health information may be disclosed by a director;

- specifies information that must be in the annual report of a director;

- provides for agreements respecting information sharing with Yukon First Nations and Indigenous governing bodies; and

- provides transitional provisions to allow for the transition from the current regime to this one.

quels cas une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant;

- donne au directeur des services à la famille et à l'enfance le pouvoir discrétionnaire de décider s'il faut ou non faire enquête à la suite du rapport d'une personne qui croit qu'une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant;

- apporte des modifications à la procédure relative aux audiences et ordonnances judiciaires, clarifiant notamment les délais et les situations dans lesquelles des ajournements peuvent être ordonnés;

- prévoit une procédure permettant à un directeur d'obtenir une ordonnance obligeant des personnes à lui remettre des documents pertinents à l'exercice de ses fonctions;

- modifie la priorité de placement de l'enfant qui est sous les soins ou la garde d'un directeur, mettant l'emphase sur l'importance de placer les enfants auprès de leurs frères et sœurs, et prévoyant des dispositions spécifiques concernant les enfants autochtones;

- exige le consentement de premières nations du Yukon et de corps dirigeants autochtones avant l'adoption d'un enfant autochtone qui est sous la garde permanente d'un directeur;

- clarifie dans quels cas un directeur peut divulguer des renseignements personnels et des renseignements médicaux personnels;

- précise les renseignements qui doivent figurer dans le rapport annuel d'un directeur;

- prévoit des ententes concernant la communication des renseignements avec les premières nations du Yukon et les corps dirigeants autochtones;

- prévoit des dispositions transitoires afin de permettre la transition du régime actuel à celui-ci.

BILL NO. 11

Thirty-fifth Legislative Assembly

First Session

ACT TO AMEND THE CHILD AND FAMILY SERVICES ACT (2022)

The Commissioner of Yukon, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly, enacts as follows:

PART 1

AMENDMENTS TO THE CHILD AND FAMILY SERVICES ACT

1 This Part amends the *Child and Family Services Act*.

Preamble amended

2 The preamble is replaced with the following:

WHEREAS

Every child is entitled to personal safety, health and well-being;

Children are dependent on their families for their safety and guidance and as a result, the well-being of children is promoted by supporting the integrity of families;

Every child's family is unique and has value, integrity and dignity;

Members of society and communities share a responsibility to promote the healthy development and well-being of their children;

Canada ratified the United Nations Convention on the Rights of the Child and the

PROJET DE LOI N° 11

Trente-cinquième Assemblée législative

Première session

LOI DE 2022 MODIFIANT LA LOI SUR LES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE

La Commissaire du Yukon, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, édicte :

PARTIE 1

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI SUR LES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE

1 La présente partie modifie la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*.

Remplacement du préambule

2 Le préambule est remplacé par ce qui suit :

ATTENDU :

que chaque enfant a droit à la sécurité de sa personne, à la santé et au bien-être;

que les enfants dépendent de leur famille pour veiller à leur sécurité et les guider et qu'en conséquence, le bien-être des enfants est favorisé en soutenant l'intégrité des familles;

que la famille de chaque enfant est unique et a une valeur, une intégrité et une dignité;

que les membres de la société et des communautés se partagent la responsabilité de promouvoir le sain développement et le bien-être de leurs enfants;

que le Canada a ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant

International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination;

et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;

Canada has passed *An Act respecting First Nation, Inuit and Métis children, youth and families* setting out principles applicable, on a national level, to the provision of child and family services in relation to Indigenous children;

que le Canada a adopté la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis*, énonçant les principes applicables, au niveau national, à la prestation de services à l'enfance et à la famille relativement aux enfants autochtones;

The Government of Yukon will continue working with the Yukon First Nations to fulfill commitments to the Truth and Reconciliation Commission's Calls to Action;

que le gouvernement du Yukon continuera de travailler avec les premières nations du Yukon pour respecter son engagement aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation;

The Government of Yukon is committed to implementing recommendations outlined in "Changing the Story to Upholding Dignity and Justice: Yukon's Missing and Murdered Indigenous Women, Girls and Two-spirit+ People Strategy";

que le gouvernement du Yukon est déterminé à mettre en œuvre les recommandations formulées dans la « Stratégie du Yukon sur les femmes, les filles et les personnes bispirituelles+ autochtones disparues ou assassinées : Changer la donne pour défendre la dignité et la justice »;

The Government of Yukon is committed to reconciliation and honouring the spirit and intent of the Final and Self-Government Agreements;

que le gouvernement du Yukon est engagé sur la voie de la réconciliation et déterminé à honorer l'esprit et l'intention des ententes définitives et des ententes d'autonomie gouvernementale;

The Government of Yukon acknowledges the legacy of the Indian residential school system and the ongoing systemic barriers and racism, and the ongoing intergenerational trauma and harm to Indigenous peoples and individuals that must be considered when looking at child welfare policies and practices;

que le gouvernement du Yukon reconnait les séquelles découlant des pensionnats indiens, les obstacles et le racisme systémiques persistants, et les torts et traumatismes intergénérationnels continus causés aux peuples et aux personnes autochtones dont il faut tenir compte dans l'examen des politiques et des pratiques touchant le bien-être des enfants;

The Government of Yukon affirms the need to address the over-representation of Indigenous children involved in the child welfare system;

que le gouvernement du Yukon affirme la nécessité d'aborder la question de la surreprésentation des enfants autochtones dans le système de protection de l'enfance;

The Government of Yukon acknowledges the importance of a child's connection to their cultural, racial and linguistic heritage and is

que le gouvernement du Yukon reconnait l'importance des liens de l'enfant avec son

committed to supporting and strengthening those connections; and

This Act has been developed through the combined efforts of representatives of the Government of Yukon and of Yukon First Nations as well as groups and organizations with an interest in the welfare of children;

THEREFORE, the Commissioner of Yukon, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly, enacts as follows

Section 1 amended

3 In section 1

(a) the definitions "caregiver**", "**cooperative planning**", "**extended family**", "**First Nation**" and "**member of a First Nation**" are repealed;**

(b) in the definition "final agreement**", the expression "**First Nation**" is replaced with the expression "**Yukon First Nation**";**

(c) in the defined term "First Nation service authority**", the expression "**First Nation**" is replaced with the expression "**Yukon First Nation**";**

(d) the portion of the definition "parent**" after paragraph (e) is replaced with the following:**

but does not include a director or a person with whom a child is placed by a director or an adoption agency and who, by agreement with the director or administrator of the adoption agency, has assumed responsibility for the care of the child;

(e) in the definition "self-government agreement**", the expression "**First Nation**"**

patrimoine culturel, racial et linguistique et s'est engagé à soutenir et renforcer ces liens;

que la présente loi a été élaborée grâce aux efforts conjoints de représentants du gouvernement du Yukon et des premières nations du Yukon, ainsi que de groupes et d'organismes intéressés au bien-être des enfants,

PAR CONSÉQUENT, la Commissaire du Yukon, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, édicte :

Modification de l'article 1

3 L'article 1 est modifié comme suit :

a) les définitions de « gardien **», «** planification coopérative **», «** famille élargie **», «** Première nation **» et «** membre d'une Première nation **» sont abrogées;**

b) dans la définition d'« entente définitive **», l'expression «** Première nation **» est remplacée par l'expression «** première nation du Yukon **»;**

c) dans l'expression définie d'« autorité prestataire de services d'une Première nation **», l'expression «** Première nation **» est remplacée par l'expression «** première nation du Yukon **»;**

d) le passage introductif de la définition de « parent **» est remplacé par ce qui suit :**

L'une ou l'autre des personnes qui suivent, à l'exclusion d'un directeur ou de la personne auprès de qui un directeur ou une agence d'adoption a placé l'enfant et qui, dans le cadre d'une entente avec le directeur ou l'administrateur de l'agence d'adoption, a assumé la responsabilité des soins de l'enfant :

e) dans la définition d'« entente sur l'autonomie gouvernementale **», l'expression «** Première nation **» est**

is replaced with the expression "Yukon First Nation**";**

(f) in the English version, the definition "Yukon First Nation Service Authority**" is moved to immediately after the definition** "youth**"**;

(g) the following definitions are added in alphabetical order:

"24/7 facility or home" means a 24/7 facility or home established, operated or provided by or on behalf of the Minister under section 165; *« établissement ou foyer accessible en tout temps »*

"extended family member" in relation to a child means a person

(a) to whom the child is related by blood, through a spousal relationship or through adoption,

(b) who has, or had, a parent-like relationship with the child, or

(c) who, in the view of the child or their parent, is an extended family member; *« membre de la famille élargie »*

"Indigenous" when used in respect of a person also describes a First Nations person, an Inuk or a Métis person; *« autochtone »*

"Indigenous governing body" has the same meaning as in *An Act respecting First Nations, Inuit and Métis children, youth and families* (Canada); « corps dirigeant *autochtone* »

"member of a Yukon First Nation" means

(a) when used in respect of a Yukon First Nation that has a final agreement, a person who is enrolled or eligible to be enrolled under the final agreement, and

(b) when used in respect of a Yukon First Nation that is a band under the provisions of the *Indian Act* (Canada), a person whom the band council

remplacée par l'expression « première nation du Yukon **»;**

f) dans la version anglaise, la définition de « Yukon First Nation Service Authority **» est déplacée après la définition de «** youth **»;**

g) les définitions qui suivent sont insérées selon l'ordre alphabétique :

« autochtone » S'agissant d'une personne, vise notamment celle issue d'une première nation, un Inuit ou un Métis. *"Indigenous"*

« corps dirigeant autochtone » S'entend au sens de la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis* (Canada). *"Indigenous governing body"*

« de prévention » Relativement à des programmes et des services, qui sont fournis pour soutenir l'enfant et sa famille en vue d'alléger ou de diminuer le risque de préjudice afin d'éviter, dans la mesure du possible, de devoir confier les soins ou la garde de l'enfant à un directeur ou une autre personne. "*preventive*"

« établissement ou foyer accessible en tout temps » Établissement ou foyer mis sur pied, exploité ou fourni par le ministre, ou en son nom, en vertu de l'article 165. *"24/7 facility or home"*

« membre d'une première nation du Yukon »

a) Dans le contexte d'une première nation du Yukon qui est signataire d'une entente définitive, personne inscrite ou qui est admissible à l'inscription aux termes de l'entente définitive;

b) dans le contexte d'une première nation du Yukon qui est une bande sous le régime de la *Loi sur les indiens* (Canada), personne que le conseil de bande établit être membre de la

determines is a member of the First Nation; *« membre d'une première nation du Yukon »*

"preventive", in relation to programs and services, means programs and services provided for the purpose of supporting a child and their family to alleviate or reduce the risk of harm so as to prevent, where possible, the need to bring the child into the care or custody of a director or other individual; *« de prévention »*

"Yukon First Nation" means any of the following:

(a) Carcross/Tagish First Nation,

(b) Champagne and Aishihik First Nations,

(c) Kluane First Nation,

(d) Kwanlin Dün First Nation,

(e) Liard First Nation,

(f) Little Salmon/Carmacks First Nation,

(g) First Nation of Na-Cho Nyäk Dun,

(h) Ross River Dena Council,

(i) Selkirk First Nation,

(j) Ta'an Kwäch'än Council,

(k) Teslin Tlingit Council,

(l) Tr'ondëk Hwëch'in,

(m) Vuntut Gwitchin First Nation,

(n) White River First Nation; *« première nation du Yukon »*

première nation du Yukon. *"member of a Yukon First Nation"*

« membre de la famille élargie » Relativement à un enfant, personne qui, selon le cas :

a) est liée à l'enfant par le sang, par un lien conjugal ou par adoption;

b) a ou avait avec l'enfant des rapports similaires à ceux d'un parent;

c) du point de vue de l'enfant ou d'un parent, est un membre de la famille élargie. *"extended family member"*

« première nation du Yukon »

a) La Première Nation de Carcross/Tagish;

b) les Premières Nations de Champagne et Aishihik;

c) la Première Nation de Kluane;

d) la Première Nation de Kwanlin Dün;

e) la Première Nation de Liard;

f) la Première Nation de Little Salmon/Carmacks;

g) la Première Nation de Na-Cho Nyäk Dun;

h) le conseil Dena de Ross River;

i) la Première Nation de Selkirk;

j) le conseil des Ta'an Kwäch'än;

k) le conseil des Teslin Tlingit;

l) les Tr'ondëk Hwëch'in;

m) la Première Nation des Vuntut Gwitchin;

n) la Première Nation de White River. "*Yukon First Nation"*

Sections 1.01 and 1.02 added

4 The following sections are added after section 1:

Indigenous persons

1.01 For greater certainty, for the purposes of this Act

(a) an Indigenous person may be a member of a Yukon First Nation and also belong to an Indigenous group, community or people; and

(b) an Indigenous governing body may include a Yukon First Nation.

Purposes

1.02 The purposes of this Act are

(a) to promote the safety and well-being of children who are in need of protective intervention by offering, where available and appropriate and in the best interests of the child, services that are designed to maintain, support and preserve families in order to,

(i) alleviate the need to separate children from their families, and

(ii) reunify those children who are in out-of-home care with their families; and

(b) to provide a legislative scheme respecting adoptions.

Sections 2 to 4 amended

5 Sections 2 to 4 are replaced with the following:

Insertion des articles 1.01 et 1.02

4 Les articles qui suivent sont insérés après l'article 1 :

Personnes autochtones

1.01 Pour l'application de la présente loi, il est entendu :

a) d'une part, qu'une personne autochtone peut à la fois être membre d'une première nation du Yukon et faire partie d'un groupe, d'une communauté ou d'un peuple autochtones;

b) d'autre part, qu'un corps dirigeant autochtone peut comprendre une première nation du Yukon.

Objet

1.02 La présente loi a pour objet :

a) de promouvoir la sécurité et le bien-être des enfants pour qui une intervention préventive est nécessaire en offrant, lorsqu'ils sont disponibles et appropriés, et dans l'intérêt supérieur de l'enfant, des services qui sont conçus pour maintenir, soutenir et préserver les familles dans le but :

(i) d'une part, d'alléger le besoin de séparer les enfants de leurs familles,

(ii) d'autre part, de réunir avec leurs familles les enfants pris en charge à l'extérieur du foyer;

b) de prévoir un régime législatif concernant les adoptions.

Remplacement des articles 2 à 4

5 Les articles 2 à 4 sont remplacés par ce qui suit :

Guiding principles

2 This Act must be interpreted and administered in accordance with the following principles:

(a) the best interests of the child are to be given paramount consideration in making decisions or taking any action under this Act;

(b) a child has a right to be protected from harm or the threat of harm;

(c) it is important to the development of a child's sense of identity that they be connected to and feel a sense of belonging with their family, including their extended family members, and with their community;

(d) it is essential to the well-being of a child that the languages, cultures, practices, customs, traditions and ceremonies of, and knowledge held by, the child's family and community are passed on to them and that they are able to learn about and practice them;

(e) a child flourishes in a stable, caring and long-term family environment;

(f) the family of a child has the primary responsibility for the child's safety, health and well-being, so the family must be supported in order to adequately care for and nurture the child;

(g) extended family members have an important role in supporting the child and their parents;

(h) it is important to involve a child and their family in decisions about where the child is to reside and what support services are to be provided to them;

Principes directeurs

2 L'interprétation et l'application de la présente loi respectent les principes suivants :

a) l'intérêt supérieur de l'enfant est la priorité absolue de toute prise de décisions ou de mesures sous le régime de la présente loi;

b) l'enfant a le droit d'être protégé contre tout préjudice ou toute menace de préjudice;

c) il importe pour le développement de son sentiment d'identité que l'enfant ait des liens avec sa famille, y compris les membres de la famille élargie, et sa communauté, et qu'il ressente un sentiment d'appartenance à leur égard;

d) il est essentiel au bien-être de l'enfant que les langues, cultures, pratiques, coutumes, traditions et cérémonies de sa famille et de sa communauté, ainsi que les connaissances qu'elles détiennent, lui soient transmises et qu'il puisse les connaitre et les pratiquer;

e) l'enfant s'épanouit dans un environnement familial stable, bienveillant et durable;

f) la famille est la première responsable de la sécurité, de la santé et du bien-être de l'enfant et, donc, elle doit recevoir un soutien afin de bien prendre soin de l'enfant et de bien l'éduquer;

g) les membres de la famille élargie jouent un rôle important dans le soutien de l'enfant et de ses parents;

h) il est important de faire participer l'enfant et sa famille aux décisions concernant le lieu où résidera l'enfant et les services de soutien qui leur seront offerts;

(i) if the child or parent is an Indigenous person, all reasonable efforts must be made to involve in decision-making processes as early as practicable, each Yukon First Nation of which the child or parent is a member and the Indigenous governing body that is authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the child or parent belongs;

i) si l'enfant ou le parent est une personne autochtone, tous les efforts raisonnables doivent être déployés pour faire participer aux processus de prise de décisions, dans les meilleurs délais possibles, chaque première nation du Yukon dont est membre l'enfant ou le parent ainsi que le corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent;

(j) the family of a child shares the responsibility for the safety and well-being of the child with their community;

j) la famille et la communauté de l'enfant se partagent la responsabilité de la sécurité et du bien-être de l'enfant;

(k) the well-being of families is crucial to the well-being of children;

k) le bien-être des familles est crucial au bien-être des enfants;

(l) preventive services are integral to the promotion of the safety, health and well-being of a child;

l) les services de prévention sont une partie intégrante de la promotion de la sécurité, de la santé et du bien-être de l'enfant;

(m) it is important to maintain family and cultural continuity;

m) il importe de maintenir la continuité familiale et culturelle;

(n) all reasonable efforts must be made to reunify a child who is in out-of-home care with their family.

n) tous les efforts raisonnables doivent être déployés pour réunir l'enfant pris en charge à l'extérieur du foyer avec sa famille.

Service delivery principles

3 The following principles apply to the provision of programs and services under this Act:

Principes de la prestation de services

3 Les principes qui suivent s'appliquent à la prestation des programmes et des services sous le régime de la présente loi :

(a) programs and services are to be planned and delivered in ways that

a) les programmes et les services doivent être élaborés et mis en œuvre d'une manière qui :

(i) if a child or a parent of a child is an Indigenous person, involve each Yukon First Nation of which the child or their parent is a member and the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to

(i) si l'enfant ou un parent de l'enfant est une personne autochtone, fait participer chaque première nation du Yukon dont est membre l'enfant ou le parent, ainsi que le corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe,

which the child or their parent belongs,

(ii) respect the cultural heritage of a child and their family,

(iii) involve the community in which a child and their family reside and each community to which a child and their family have cultural or religious affiliations,

(iv) help maintain connections between a child and their community,

(v) take into account the physical, mental, emotional, spiritual and developmental needs of a child, building on the strength of their family,

(vi) if a child is in out-of-home care, wherever possible focus on the reunification of the child with their family,

(vii) are informed by holistic, harm reduction and trauma-responsive principles,

(viii) are informed by the awareness of barriers to services created by systemic racism and biases,

(ix) take into account and respect the cultural, racial and religious background of a child and their family,

(x) consider the cultural, social, economic and historical disadvantages that a child and their family may have, and

communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent,

(ii) respecte le patrimoine culturel de l'enfant et de sa famille,

(iii) fait participer la communauté où résident l'enfant et sa famille ainsi que chaque communauté avec laquelle l'enfant et sa famille ont des affiliations culturelles ou religieuses,

(iv) favorise le maintien de liens entre l'enfant et sa communauté,

(v) prend en considération les besoins physiques, mentaux, affectifs, spirituels et développementaux de l'enfant en misant sur la famille de l'enfant,

(vi) si l'enfant est pris en charge à l'extérieur du foyer, insiste dans la mesure du possible sur sa réunification avec sa famille,

(vii) est fondée sur des principes holistiques, de réduction des méfaits et de gestion des traumatismes,

(viii) est fondée sur la sensibilisation aux obstacles à l'accès aux services que créent le racisme et les préjugés systémiques,

(ix) prend en considération et respecte les antécédents culturels, raciaux et religieux de l'enfant et sa famille,

(x) tient compte des désavantages culturels, sociaux, économiques et historiques que

peuvent avoir l'enfant et sa famille,

(xi) in the case of Indigenous children focus on achieving substantive equality with non-Indigenous children in respect of the outcome from the services provided;

(xi) s'agissant d'enfants autochtones, est axée sur l'atteinte, quant aux résultats des services fournis, de l'égalité véritable avec les enfants non autochtones;

(b) in making decisions about the provision of programs and services, a child's sense of time and developmental capacity are to be taken into account;

b) dans la prise de décisions concernant la prestation de programmes et de services, la notion du temps et la capacité de développement de l'enfant doivent être pris en considération;

(c) support services are to be provided in the least disruptive manner that is available and appropriate in a particular case;

c) les services de soutien doivent être fournis de la manière la moins déstabilisante qui soit disponible et appropriée dans un cas donné ;

(d) a child and their family must be informed of the services that are available to them and be encouraged to participate in the decisions that affect them;

d) l'enfant et sa famille doivent être informés des services qui sont à leur disposition, et être encouragés à participer aux décisions qui les touchent;

(e) a child and their family must be supported in accessing supports and services that respond to their particular needs (including specific cultural needs) including advocacy services offered by a provider such as a community organization, or in the case of an Indigenous child, offered by a Yukon First Nation, an Indigenous governing body, or an organization that understands the needs of Indigenous people;

e) l'enfant et sa famille doivent bénéficier d'un soutien pour accéder aux mesures de soutien et aux services qui répondent à leurs besoins particuliers (notamment des besoins culturels spécifiques), y compris les services de représentation qu'offre un fournisseur comme un organisme communautaire ou, s'agissant d'un enfant autochtone, qu'offre une première nation du Yukon, un corps dirigeant autochtone ou un organisme qui comprend les besoins des Autochtones;

(f) collaboration builds on the collective strengths and expertise of children, families, communities, Yukon First Nations and Indigenous groups, communities and peoples;

f) la collaboration s'appuie sur les forces et l'expertise collectives des enfants, des familles, des communautés, des premières nations du Yukon et des groupes, communautés et peuples autochtones;

(g) all reasonable efforts must be made to provide a child and members of their family an opportunity to seek a timely review of the decisions made under this Act that affect them.

g) tous les efforts raisonnables doivent être déployés pour donner à l'enfant et sa famille la possibilité de demander la révision en temps utile des décisions rendues en vertu de la présente loi qui les touchent.

Best interests of the child

4(1) In determining the best interests of a child, primary consideration must be given to

(a) the child's physical, mental, emotional and spiritual safety, security and well-being; and

(b) the importance to the child of having ongoing relationships with and connections to their parents, siblings, and other extended family members and to their community and culture.

Intérêt supérieur de l'enfant

4(1) Pour établir l'intérêt supérieur de l'enfant, il faut tenir compte avant tout :

a) d'une part, de la sécurité, de la sûreté et du bien-être physiques, mentaux, affectifs et spirituels de l'enfant;

b) d'autre part, de l'importance pour l'enfant d'avoir des rapports et des liens continus avec ses parents, ses frères ou sœurs et d'autres membres de la famille élargie, ainsi qu'avec sa communauté et sa culture.

(2) All other relevant factors must be considered in determining the best interests of a child, including

(a) the attachment and emotional ties between the child and significant individuals in the child's life;

(b) the views and preferences of the child taking into account their ability to express those views and preferences;

(c) the physical, mental, emotional and spiritual needs of the child, taking into account the child's age and stage of development;

(d) the cultural, linguistic, religious and spiritual upbringing and heritage of the child;

(e) the importance to the child of residing in their community and with their parents and any siblings or other extended family members;

(2) Il est tenu compte de tous autres facteurs pertinents pour établir l'intérêt supérieur de l'enfant, notamment :

a) l'attachement et les liens affectifs entre l'enfant et les personnes importantes dans sa vie;

b) les points de vue et les préférences de l'enfant, compte tenu de la capacité de l'enfant à les exprimer;

c) les besoins physiques, mentaux, affectifs et spirituels de l'enfant, compte tenu de l'âge et du stade de développement de l'enfant;

d) l'éducation et le patrimoine culturels, linguistiques, religieux et spirituels de l'enfant;

e) l'importance pour l'enfant de résider dans sa communauté et avec ses parents et ses frères ou sœurs ou d'autres membres de la famille élargie;

(f) the importance to the child of being able to learn and practise the languages, cultures, practices, customs, traditions and ceremonies of their family and their community, and to access the knowledge held by their family and community;

(g) the child's sex, gender identity, gender expression and sexual orientation; and

(h) if the child is an Indigenous child, the importance of strengthening their cultural identity and their connection to their community and traditional territory.

(3) For the purposes of this section, the spiritual safety, security and well-being of a child means that the child's spiritual beliefs are respected and that the child is safe and secure in their ability to practise those beliefs.

f) l'importance pour l'enfant de pouvoir apprendre et pratiquer les langues, cultures, pratiques, coutumes, traditions et cérémonies de sa famille et de sa communauté, et d'accéder aux connaissances que détiennent celles-ci;

g) le sexe, l'identité de genre, l'expression de genre et l'orientation sexuelle de l'enfant;

h) s'agissant d'un enfant autochtone, l'importance de renforcer son identité culturelle et ses liens avec sa communauté et son territoire traditionnel.

(3) Pour l'application du présent article, la sécurité, la sûreté et le bien-être spirituels de l'enfant s'entend du fait que, quant à l'enfant, ses croyances spirituelles sont respectées et il a l'assurance de pouvoir les pratiquer.

Heading for Part 2, Division 1 amended

6 The heading for Division 1 of Part 2, is replaced with the following:

COLLABORATIVE PLANNING

Modification de l'intertitre de la section 1 de la partie 2

6 L'intertitre de la section 1 de la partie 2 est remplacé par ce qui suit :

PLANIFICATION COLLABORATIVE

Section 6 amended

7(1) **The heading before section 6 is replaced with the following:**

Collaborative planning processes

(2) **In the portion of subsection 6(1) before paragraph (a), the expression "**cooperative**" is replaced with the expression "**collaborative**".**

(3) **In the portion of subsection 6(2) before paragraph (a)**

(a) the expression "family conference or other co-operative planning process**" is replaced with the expression "**collaborative planning process**"; and**

Modification de l'article 6

7(1) **L'intertitre qui précède l'article 6 est remplacé par ce qui suit :**

Processus de planification collaborative

(2) **Dans le passage introductif du paragraphe 6(1), l'expression « coopérative » est remplacée par l'expression « collaborative ».**

(3) **Le passage introductif du paragraphe 6(2) est modifié comme suit :**

a) l'expression « à la conférence familiale ou à un autre processus de planification coopérative **» est remplacée par**

l'expression « au processus de planification collaborative **»;**

(b) in the English version, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

b) dans la version anglaise, l'expression « shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

(4) **Subsection 6(3) is replaced with the following:**

(4) **Le paragraphe 6(3) est remplacé par ce qui suit :**

(3) In developing any other case plan under this Act, including an interim case plan, a director must make reasonable efforts to use a collaborative planning process.

(3) Dans l'élaboration de tout autre plan d'intervention sous le régime de la présente loi, y compris un plan d'intervention provisoire, un directeur déploie les efforts raisonnables pour avoir recours au processus de planification collaborative.

(4) A collaborative planning process may include a culturally appropriate planning process such as a peacemaking circle, a clan meeting or a family meeting.

(4) Le processus de planification collaborative peut notamment comprendre un processus de planification adapté à la culture comme le cercle de conciliation, une réunion de clans ou une réunion familiale.

Section 7 amended

Modification de l'article 7

8(1) **In subsection 7(1)**

8(1) **Le paragraphe 7(1) est modifié comme suit :**

(a) in the portion before paragraph (a), the expression "family conference or other co-operative planning process**" is replaced with the expression "**collaborative planning process**";**

a) dans le passage introductif, l'expression « à une conférence familiale ou à un autre processus de planification coopérative **» est remplacée par l'expression «** au processus de planification collaborative **»;**

(b) in the English version of the portion before paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

b) dans la version anglaise du passage introductif, l'expression « shall **» est remplacée par l'expression «** must **»;**

(c) paragraph (c) is replaced with the following:

c) l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

(c) if the child or a parent of the child is an Indigenous person, an authorized representative of

c) si l'enfant ou un parent de l'enfant est une personne autochtone, un représentant autorisé, à la fois :

(i) each Yukon First Nation, if any, of which the child or their parent is a member, and

(i) de chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant ou le parent,

(ii) the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the child or their parent belongs.

(ii) du corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent.

(c.01) if the child is in the care of an extended family member or other person to whom a parent of the child has given the care of the child, the person in whose care the child is;

c.01) si l'enfant est sous les soins d'un membre de la famille élargie ou d'une autre personne à qui un parent de l'enfant a confié les soins de l'enfant, la personne à qui les soins de l'enfant ont été confiés;

(d) in paragraph (e) the expression "such as counsellors or social workers**" is added immediately after the expression "** relevant service providers**"; and**

d) à l'alinéa e), l'expression « , comme des conseillers ou des travailleurs sociaux **» est insérée après l'expression après «** prestataires de services pertinents **»;**

(e) paragraph (f) is replaced with the following:

e) l'alinéa f) est remplacé par ce qui suit :

(f) any person that a person referred to in paragraphs (a) to (e) considers would be of assistance in developing the plan including a friend or support person.

f) toute personne qui, de l'avis d'une personne mentionnée aux alinéas a) à e), serait utile à l'élaboration du plan, y compris un ami ou une personne de soutien.

(2) **In subsection 7(5)**

(2) **Le paragraphe 7(5) est modifié comme suit :**

(a) the expression "family conference or other co-operative planning process**" is replaced with the expression "**collaborative planning process**"; and**

a) l'expression « une conférence familiale ou un autre processus de planification coopérative **» est remplacée par l'expression «** un processus de planification collaborative **»;**

(b) in the French version, the expression "malgré l'absence de une ou plusieurs des**" is replaced with the expression "**en l'absence d'une ou de plusieurs**".**

b) dans la version française, l'expression « malgré l'absence de une ou plusieurs des **» est remplacée par l'expression «** en l'absence d'une ou de plusieurs **».**

Section 8 amended

Modification de l'article 8

9 In section 8

9 L'article 8 est modifié comme suit :

(a) the expression "mediation or to another**" is replaced with the expression "**an**"; and**

a) l'expression « la médiation ou à un autre **» est remplacée par l'expression «** un **»;**

(b) the following subsection is added:

(2) An alternative dispute resolution mechanism referred to in subsection (1) includes a culturally appropriate dispute resolution process such as a peacemaking circle, a clan meeting or a family meeting.

b) le paragraphe qui suit est ajouté :

(2) Le mode alternatif de résolution des conflits mentionné au paragraphe (1) comprend notamment un processus de planification adapté à la culture comme le cercle de conciliation, une réunion de clans ou une réunion familiale.

Section 9 amended

10 In the portion of section 9 before paragraph (a)

(a) the expression "family conference or other co-operative planning process**" is replaced with the expression "**collaborative planning process**";**

(b) the expression ", mediation or another**" is replaced with the expression "**or an**"; and**

(c) in the English version, the expression "shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

Modification de l'article 9

10 Le passage introductif de l'article 9 est modifié comme suit :

a) l'expression « **lors d'une conférence familiale ou d'un autre processus de planification coopérative **» est remplacée par l'expression « **dans le cadre d'un processus de planification collaborative **»;

b) l'expression « **, dans le cadre de la médiation ou d'un autre mode alternatif de règlement **» est remplacée par l'expression « **ou d'un mode alternatif de résolution **»;

c) dans la version anglaise, l'expression « **shall not **» est remplacée par l'expression « **must not **».

Section 10 amended

11(1) **Subsection 10(1) is replaced with the following:**

(1) The purposes of the services and programs provided under this Division are

(a) to promote family integrity;

(b) to provide support to a child who is in need of protective intervention and to their family whether the child is residing at home, is in the care of an extended family member or other person, or is in the care or custody of a director; and

(c) to provide support to expectant parents.

Modification de l'article 10

11(1) **Le paragraphe 10(1) est remplacé par ce qui suit :**

(1) Les services et les programmes fournis en vertu de la présente section visent les objectifs suivants :

a) promouvoir l'intégrité familiale;

b) fournir un soutien à l'enfant pour qui une intervention préventive est nécessaire ainsi qu'à sa famille, que l'enfant réside à la maison, qu'il soit sous les soins d'un membre de la famille élargie, ou qu'il soit sous les soins ou la garde d'un directeur;

c) fournir un soutien aux futurs parents.

(1.01) Programs and services provided under this Division may include the following:

(a) services for children;

(b) counselling;

(c) in-home support;

(d) out-of-home care;

(e) home-maker services;

(f) respite care;

(g) parenting programs;

(h) services to support children who witness family violence;

(i) prenatal services for expectant parents;

(j) services to support children learning and practising the languages, cultures, practices, customs, traditions and ceremonies of their family and community;

(k) other programs or services that provide support for children in need of protective intervention and their families.

(1.02) To the extent that a prenatal service is a preventive service consistent with what will likely be in the best interests of a child after they are born, the provision of that service is to be given priority over other support services.

(2) **The following paragraphs are added after paragraph 10(2)(d):**

(e) support for or payment of living expenses;

(1.01) Les programmes et les services fournis en vertu de la présente section peuvent notamment comprendre ceux qui suivent :

a) des services à l'enfance;

b) du counseling;

c) un soutien à domicile;

d) une prise en charge à l'extérieur du foyer;

e) des services d'auxiliaires familiales;

f) des services de relève;

g) des programmes de formation au rôle de parent;

h) des services de soutien aux enfants témoins de violence familiale;

i) des services prénatals pour futurs parents;

j) des services de soutien aux enfants qui apprennent et pratiquent les langues, cultures, pratiques, coutumes, traditions et cérémonies de leur famille et leur communauté;

k) d'autres programmes ou services qui fournissent un soutien aux enfants pour qui une intervention préventive est nécessaire, ainsi qu'à leur famille.

(1.02) Dans la mesure où des services prénatals constituent des services de prévention compatibles avec ce qui est susceptible d'être dans l'intérêt supérieur de l'enfant après sa naissance, la prestation de ces services a priorité sur d'autres services de soutien.

(2) **Les alinéas qui suivent sont ajoutés après l'alinéa 10(2)d) :**

e) un soutien ou paiement quant aux frais de subsistance;

(f) housing supports;

(g) youth-family mediation;

(h) treatment programs;

(i) support for or payment of health and dental expenses;

(j) support workers; and

(k) support for or payment of tuition expenses.

f) un soutien au logement;

g) de la médiation adolescent-famille;

h) des programmes de traitement;

i) un soutien ou paiement quant aux frais de santé ou dentaires;

j) des travailleurs de soutien;

k) un soutien ou paiement quant aux frais de scolarité.

Sections 10.01 to 10.05 added

12 The following sections are added after section 10:

Insertion des articles 10.01 à 10.05

12 Les articles qui suivent sont insérés après l'article 10 :

Obligation to inform of programs and services

10.01 A director must inform a child who is in need of protective intervention, and their parents, of the programs and services that are available under this Division and encourage the child and their parents to participate in decisions respecting the provision and delivery of those programs and services.

Obligation d'informer des programmes et des services

10.01 Un directeur informe l'enfant pour qui une intervention préventive est nécessaire, ainsi que sa famille, des programmes et des services qui sont disponibles en vertu de la présente section et les encourage à participer aux décisions relatives à la prestation et la mise en œuvre de ceux-ci.

Protective intervention required for services

10.02(1) Programs and services under this Division may only be provided by a director if the programs and services are provided in respect of a child whom the director believes is in need of protective intervention.

Intervention préventive requise en vue des services

10.02(1) Les programmes et les services prévus à la présente section ne peuvent être fournis par un directeur que s'ils le sont à l'égard d'un enfant que le directeur croit qu'il s'agit d'un enfant pour qui une intervention préventive est nécessaire.

(2) For greater certainty, a person may, on their own initiative, request that a director provide them with programs or services under this Division and a director may provide services in respect of a child if the director believes the child is in need of protective intervention.

(2) Il est entendu qu'une personne peut, de sa propre initiative, demander qu'un directeur lui fournisse des programmes ou des services en vertu de la présente section; un directeur peut en outre fournir des services à l'égard d'un enfant s'il croit qu'une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant.

Exception

Exception

10.03(1) Despite subsection 10.02(1),

(a) prenatal services may be provided by a director to an expectant parent if the services are intended to reduce the likelihood that the child would be in need of protective intervention at the time of their birth; and

(b) transitional support services may be provided by a director to a person referred to in subsection 17(1).

10.03(1) Malgré le paragraphe 10.02(1) :

a) d'une part, des services prénatals peuvent être fournis par un directeur à un futur parent s'ils visent à réduire la probabilité qu'une intervention préventive soit nécessaire pour l'enfant à sa naissance;

b) d'autre part, des services de soutien transitoire peuvent être fournis par un directeur à toute personne mentionnée au paragraphe 17(1).

Services available without agreement

10.04 A director may provide services under this Division without entering into an agreement under this Division.

Services disponibles sans entente

10.04 Un directeur peut fournir des services en vertu de la présente section sans conclure d'entente en vertu de celle-ci.

Agreements for prenatal services

10.05(1) A director may make a written agreement with an expectant parent to provide prenatal services if the services are intended to reduce the likelihood that the child would be in need of protective intervention at the time of their birth.

(2) The initial term of an agreement must not exceed six months, but the agreement may be renewed to cover services until the child is born.

Ententes visant des services prénatals

10.05(1) Un directeur peut conclure une entente écrite avec un futur parent pour la prestation de services prénatals si ces services visent à réduire la probabilité qu'une intervention préventive soit nécessaire pour l'enfant à sa naissance.

(2) La durée initiale de l'entente ne peut dépasser six mois, mais l'entente peut être renouvelée pour couvrir des services jusqu'à la naissance de l'enfant.

Section 12 repealed

13 Section 12 is repealed.

Abrogation de l'article 12

13 L'article 12 est abrogé.

Section 14 amended

14 Subsection 14(3), is replaced with the following:

(3) The initial term of the agreement must not exceed 12 months, but the agreement may be renewed for terms of up to 12 months each.

Modification de l'article 14

14 Le paragraphe 14(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) L'entente a une durée initiale maximale de 12 mois; elle peut être renouvelée pour des périodes maximales de 12 mois chacune.

Sections 16.01 to 16.03 added

15 The following sections are added after section 16:

Request agreement - extended family member

16.01 For greater certainty, a child, their parent, an extended family member of a child or other person to whom the parent has given the care of the child or an expectant parent may request that a director make an agreement under this Division.

Protective intervention required for agreement

16.02 A director may only make an agreement under section 11 or sections 13 to 16 if the director believes that the child in respect of whom the agreement is being made is a child in need of protective intervention.

Case plan required

16.03(1) A director must prepare a case plan when making an agreement or renewing an agreement under any of sections 10.05, 11 and 13 to 16.

(2) If the agreement is for a period of six months or more, the case plan must be reviewed every six months.

(3) A case plan for an agreement made under section 10.05, 11, 14, 15, or 16 is not required to conform to the requirements of subsections 45(1) and (2).

Section 17 and 18 amended

16(1) **Sections 17 and 18 are replaced with the following:**

Agreements for transitional support services

17(1) A director may, for the purpose of providing transitional support services to

Insertion des articles 16.01 à 16.03

15 Les articles qui suivent sont insérés après l'article 16 :

Demande en vue d'une entente — membre de la famille élargie

16.01 Il est entendu que l'enfant, son parent, un membre de la famille élargie de l'enfant ou une autre personne à qui le parent a confié les soins de l'enfant, ou un futur parent peut demander qu'un directeur conclue une entente en vertu de la présente section.

Intervention préventive requise en vue d'une entente

16.02 Un directeur ne peut conclure une entente en vertu de l'article 11 ou des articles 13 à 16 que s'il croit que l'enfant visé dans l'entente est un enfant pour qui une intervention préventive est nécessaire.

Plan d'intervention obligatoire

16.03(1) Un directeur élabore un plan d'intervention lorsqu'il conclut une entente ou renouvelle une entente en vertu de l'un ou l'autre des articles 10.05, 11 et 13 à 16.

(2) Si la durée de l'entente est de six mois ou plus, le plan d'intervention est révisé tous les six mois.

(3) Les plans d'intervention pour les ententes conclues en vertu de l'article 10.05, 11, 14, 15 ou 16 n'ont pas à satisfaire aux exigences des paragraphes 45(1) et (2).

Remplacement des articles 17 et 18

16(1) **Les articles 17 et 18 sont remplacés par ce qui suit :**

Ententes en vue de services de soutien transitoire

17(1) Un directeur peut, pour la prestation de services de soutien transitoire

assist a person to move to independent living, make a written agreement with

(a) a youth who is turning 19 years of age and is in the custody of the director;

(b) a person under the age of 26 who, as a youth, was in the custody of the director;

(c) a youth who has been, for a total period of two years or more, in the care or custody of an extended family member under an order under this Act or under an agreement made under section 14 and who is turning 19 years old; and

(d) a person under the age of 26 who at the time they turned 19 years of age was in the care or custody of an extended family member under an order under this Act or under an agreement made under section 14 and had been in the care or custody of an extended family member as a youth for a total period of two years or more.

(2) The agreement may be renewed or the parties may, after an interval, enter into another agreement.

(3) The agreement may only extend beyond the 26th birthday of the person if the director determines that there are exceptional circumstances that require ongoing supports and services to be provided in order for the person to be able to achieve their transitional goals as set out in the transitional case plan developed or amended under section 18.

Transitional case plan

18(1) A director must develop a written transitional case plan for a person referred to in subsection 17(1) in order either to plan, in the case of a youth in the custody of the director, for the youth leaving the custody of

afin d'aider une personne à devenir autonome, conclure une entente écrite avec les personnes suivantes :

a) l'adolescent qui atteint l'âge de 19 ans et est sous la garde du directeur;

b) la personne âgée de moins de 26 ans qui, comme adolescent, était sous la garde du directeur;

c) l'adolescent qui a été, pendant une période totale d'au moins deux ans, sous les soins ou la garde d'un membre de la famille élargie aux termes d'une ordonnance prévue à la présente loi ou d'une entente conclue en vertu de l'article 14, et qui atteint l'âge de 19 ans;

d) la personne âgée de moins de 26 ans qui, lorqu'elle a atteint l'âge de 19 ans, était sous les soins ou la garde d'un membre de la famille élargie aux termes d'une ordonnance prévue à la présente loi ou d'une entente conclue en vertu de l'article 14 et qui, comme adolescent, avait été sous les soins ou la garde d'un membre de la famille élargie pendant une période totale d'au moins deux ans.

(2) L'entente peut être renouvelée ou les parties peuvent, après une période établie, conclure une nouvelle entente.

(3) L'entente ne peut se prolonger après le 26e anniversaire de la personne que si le directeur établit qu'il existe des circonstances exceptionnelles qui exigent la prestation de soutien et de services continus pour permettre à la personne d'atteindre ses objectifs de transition énoncés dans le plan d'intervention transitoire élaboré ou modifié en vertu de l'article 18.

Plan d'intervention transitoire

18(1) Un directeur élabore un plan d'intervention transitoire écrit pour toute personne mentionnée au paragraphe 17(1) afin de planifier, quant à l'adolescent sous la garde du directeur, la fin de cette garde, ou,

the director or, in every other case, to assist the person to move to independent living.

(2) Before developing or amending a plan referred to in subsection (1), the director must offer the use of a collaborative planning process referred to in section 6.

(3) When the plan is developed through a collaborative planning process, the director's consent to the plan is required.

(4) The plan may be amended if the transitional goals of the person have changed or it is determined that the supports and services that are required for the person to achieve those goals are different than those in the current transitional case plan.

(5) The plan must be reviewed every six months for as long as the agreement made under section 17 to which the plan relates is in place.

(6) A plan developed under this section is not required to conform to the requirements of subsections 45 (1) and (2).

dans tous les autres cas, afin d'aider la personne à devenir autonome.

(2) Avant d'élaborer ou de modifier le plan mentionné au paragraphe (1), le directeur offre de faire appel au processus de planification collaborative mentionné à l'article 6.

(3) Lorsque le plan est élaboré en faisant appel au processus de planification collaborative, le consentement du directeur au plan est obligatoire.

(4) Le plan peut être modifié si les objectifs de transition de la personne ont changé ou s'il est établi que le soutien et les services qui sont nécessaires pour permettre à la personne d'atteindre ces objectifs sont différents de ceux prévus dans le plan d'intervention transitoire actuel.

(5) Le plan est révisé tous les six mois tant qu'existe l'entente conclue en vertu de l'article 17 à laquelle il se rapporte.

(6) Les plans élaborés en vertu du présent article n'ont pas à satisfaire aux exigences des paragraphes 45(1) et (2).

Section 21 amended

17(1) **In subsection 21(1)**

(a) paragraph (c) is replaced with the following:

(c) is, or is likely to be, emotionally harmed and there are reasonable grounds to believe the emotional harm is caused by a situation or circumstance described in subsection (4);

(b) paragraph (f) is replaced with the following:

(f) demonstrates significant anxiety, depression, withdrawal, self-destructive

Modification de l'article 21

17(1) **Le paragraphe 21(1) est modifié comme suit :**

a) l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

c) l'enfant subit ou subira vraisemblablement un préjudice affectif et il y a des motifs raisonnables de croire que ce préjudice est attribuable à l'une ou l'autre des situations ou circonstances prévues au paragraphe (4);

b) l'alinéa f) est remplacé par ce qui suit :

f) l'enfant montre une anxiété profonde, une grande dépression, un grave

or aggressive behaviour or chronic use of substances consistent with the child being emotionally harmed where their parent does not provide, is unable to provide or refuses to provide consent to medical or health services being provided to the child, including consent for an assessment;

comportement de retrait, autodestructeur ou agressif, ou une consommation chronique importante de substances qui démontre qu'il a subi un préjudice émotif, et son parent ne fournit pas son consentement à ce que des services médicaux ou de santé lui soient fournis, ou est incapable ou refuse de fournir ce consentement, y compris le consentement à une évaluation;

(c) paragraph (h) is replaced with the following:

c) l'alinéa h) est remplacé par ce qui suit :

(h) is physically left by a parent where there is evidence that the parent will not be returning, and another person has not assumed the duties and responsibilities associated with having custody of the child;

h) l'enfant est physiquement abandonné par un parent lorsqu'existe des preuves que le parent ne reviendra pas, et aucune personne n'a assumé les obligations afférentes à la garde de l'enfant;

(2) **Subsection 21(3) is replaced with the following:**

(2) **Le paragraphe 21(3) est remplacé par ce qui suit :**

(3) For the purpose of this section, a child is emotionally harmed if the child's mental or emotional functioning or development is impaired as shown by significant anxiety, depression, withdrawal, self-destructive or aggressive behaviour or chronic use of substances.

(3) Pour l'application du présent article, l'enfant subit un préjudice affectif s'il montre une anxiété profonde, une grande dépression, un grave comportement de retrait, autodestructeur ou agressif, ou une consommation chronique importante de substances qui témoigne de son fonctionnement ou son développement mental ou affectif altéré.

(4) For the purposes of paragraph (1)(c), the following are the situations or circumstances where, if they are the cause of emotional harm, the child is in need of protective intervention:

(4) Pour l'application de l'alinéa (1)c), les situations ou circonstances suivantes sont celles dans lesquelles, si elles sont la cause de préjudice affectif, une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant :

(a) the rejection of the child;

a) le rejet de l'enfant :

(i) by their parent, or

(i) soit par son parent,

(ii) by a person other than their parent and the child's parent is unwilling to protect the child;

(ii) soit par une autre personne que son parent, et le parent de l'enfant est réticent à protéger l'enfant;

(b) the exposure of the child to domestic violence or severe domestic disharmony;

b) l'exposition de l'enfant à la violence domestique ou la discorde domestique grave;

(c) a parent inappropriately criticizing, threatening, humiliating, making accusations towards or having inappropriate expectations of the child;

c) les critiques, menaces, humiliation ou accusations inappropriées de la part d'un parent envers l'enfant, ou les attentes inappropriées d'un parent envers l'enfant;

(d) a person inappropriately criticizing, threatening, humiliating, making accusations towards or having inappropriate expectations of the child and the child's parent does not protect the child;

d) les critiques, menaces, humiliation ou accusations inappropriées de la part d'une personne envers l'enfant, ou les attentes inappropriées d'une personne envers l'enfant, et le parent ne protège pas l'enfant;

(e) the exposure of the child to the chronic use of substances by a person who resides in the same home as the child.

e) l'exposition de l'enfant à la consommation chronique de substances par une personne qui réside dans le même domicile que lui.

Section 22 amended

Modification de l'article 22

18(1) **In subsection 22(1), the expression "**shall**" is replaced, with the expression "**must**".**

18(1) **Au paragraphe 22(1), l'expression « **doit sans délai transmettre **» est remplacée par l'expression « **transmet sans délai, dans un rapport, **».**

(2) **In the English version of subsections 22(3) and (5), the expression "**No person shall**" is replaced with the expression "**A person must not**".**

(2) **Dans la version anglaise des paragraphes 22(3) et (5), l'expression « **No person shall **» est remplacée par l'expression « **A person must not **».**

Section 23 amended

Remplacement de l'article 23

19 Section 23 is replaced with the following:

19 L'article 23 est remplacé par ce qui suit :

Assessment and investigation

Évaluation et enquête

23(1) On receiving a report under section 22 or the information in the report from a peace officer under subsection 40(1), a director must assess the information in the report within 24 hours after receiving it in order to decide whether an investigation into the circumstances of the report is required to determine whether the child is in need of protective intervention.

23(1) Sur réception du rapport prévu à l'article 22 ou des renseignements, contenus dans le rapport, que lui remet l'agent de la paix en vertu du paragraphe 40(1), un directeur évalue les renseignements contenus dans le rapport dans les 24 heures de sa réception pour décider s'il faut faire enquête sur les circonstances du rapport afin

d'établir si une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant.

(2) Unless the circumstances in subsection (3) apply, after assessing the information in the report, the director must immediately investigate the circumstances of the report.

(2) Sauf si les circonstances du paragraphe (3) s'appliquent, après évaluation des renseignements contenus dans le rapport, le directeur fait immédiatement enquête sur les circonstances du rapport.

(3) The director may, after assessing the information in the report, decide that an investigation is not required or may discontinue an investigation that has commenced if the director is satisfied that

(3) Le directeur peut, après évaluation des renseignements contenus dans le rapport, décider qu'il n'est pas nécessaire de faire enquête, ou peut mettre fin à une enquête en cours, s'il est convaincu, selon le cas :

(a) the information in the report is false;

a) que les renseignements contenus dans le rapport sont faux;

(b) there is insufficient evidence to warrant further action;

b) qu'il n'existe pas suffisamment d'éléments de preuve pour justifier de prendre d'autres mesures;

(c) even if the information in the report is true, the child is not in need of protective intervention; or

c) que même si les renseignements contenus dans le rapport sont vrais, une intervention préventive n'est pas nécessaire pour l'enfant;

(d) the parents have acknowledged that the child is in need of protective intervention and have accepted the provision of services.

d) que les parents ont reconnu qu'une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant et ont accepté la prestation de services.

(4) The director may commence an investigation at any time if the director decides the circumstances require it.

(4) Le directeur peut entreprendre une enquête en tout temps s'il décide que les circonstances l'exigent.

Section 24 amended

Modification de l'article 24

20(1) **In subsection 24(1),**

20(1) **Le paragraphe 24(1) est modifié comme suit :**

(a) the expression "shall" **is replaced with the expression "**must"**; and**

a) l'expression « doivent permettre **» est remplacée par l'expression «** permettent **»;**

(b) in the French version, the expression "Le père ou la mère" **is replaced with the expression "**Le parent**".**

b) dans la version française, l'expression « Le père ou la mère **» est**

remplacée par l'expression « Le parent **».**

(2) **In subsection 24(4), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **Au paragraphe 24(4), l'expression «** doit déployer **» est remplacée par l'expression «** déploie **».**

Section 25 amended

Modification de l'article 25

21 In subsection 25(6)

21 Le paragraphe 25(6) est modifié comme suit :

(a) the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

a) l'expression « doit, après l'examen ou l'entretien, remettre **» est remplacée par l'expression «** , après l'entretien ou l'examen, remet **»;**

(b) in the French version, the expression "au père ou à la mère" **is replaced with the expression "**au parent**".**

b) dans la version française, l'expression « au père ou à la mère **» est remplacée par l'expression «** au parent **».**

Section 26 amended

Modification de l'article 26

22 In the portion of subsection 26(9) before paragraph (a) the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

22 À l'alinéa a) du paragraphe 26(9), l'expression « doit être **» est remplacée par l'expression «** est **».**

Section 27 amended

Modification de l'article 27

23(1) **Subsection 27(1) is replaced with the following:**

23(1) **Le paragraphe 27(1) est remplacé par ce qui suit :**

27(1) As soon as practicable after a director receives a report under section 22 or the information in the report from a peace officer under subsection 40(1), the director must make all reasonable efforts to contact the child's parents unless the director is satisfied that

27(1) Dans les plus brefs délais possibles après sa réception du rapport prévu à l'article 22 ou des renseignements, contenus dans le rapport, que lui remet l'agent de la paix en vertu du paragraphe 40(1), le directeur déploie tous les efforts raisonnables pour communiquer avec les parents de l'enfant, sauf s'il est convaincu, selon le cas :

(a) the information in the report is false;

a) que les renseignements contenus dans le rapport sont faux;

(b) there is insufficient evidence to warrant further action; or

b) qu'il n'existe pas suffisamment d'éléments de preuve pour justifier la prise d'autres mesures;

(c) even if the information in the report is true, the child is not in need of protective intervention.

c) que même si les renseignements contenus dans le rapport sont vrais, une intervention préventive n'est pas nécessaire pour l'enfant.

(1.01) If the child in respect of whom a report is made, or a parent of the child, is an Indigenous person, a director must notify the persons referred to in subsection (1.02) as soon as practicable after either of the following occurs:

(1.01) Si l'enfant visé dans le rapport, ou un parent de l'enfant, est une personne autochtone, le directeur avise les personnes mentionnées au paragraphe (1.02) dans les plus brefs délais possibles après l'un ou l'autre des évènements suivants :

(a) the director receives a report under section 22 or the information in the report from a peace officer under subsection 40(1) unless the director is satisfied that

a) sa réception du rapport prévu à l'article 22 ou des renseignements contenus dans le rapport remis par un agent de la paix en vertu du paragraphe 40(1), sauf s'il est convaincu, selon le cas :

(i) the information in the report is false,

(i) que les renseignements contenus dans le rapport sont faux,

(ii) there is insufficient evidence to warrant further action, or

(ii) qu'il n'existe pas suffisamment d'éléments de preuve pour justifier de prendre d'autres mesures,

(iii) even if the information in the report is true, the child would not be in need of protective intervention;

(iii) que même si les renseignements contenus dans le rapport sont vrais, une intervention préventive ne serait pas nécessaire pour l'enfant;

(b) the parents acknowledge that the child is in need of protective intervention.

b) la reconnaissance par les parents qu'une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant.

(1.02) The director must notify the following persons in accordance with subsection (1.01):

(1.02) Le directeur avise les personnes suivantes conformément au paragraphe (1.01) :

(a) each Yukon First Nation, if any, of which the child or their parent is a member; and

a) chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant ou le parent;

(b) the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people

b) le corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent.

to which the child or their parent belongs.

(2) **In the portion of subsection 27(2) before paragraph (a), the expression "**or a First Nation**" is replaced with the expression "**, a Yukon First Nation or an Indigenous governing body**".**

(3) **In subsection 27(3), the expression "**or a First Nation**" is replaced with the expression "**, a Yukon First Nation or an Indigenous governing body**".**

Section 28 amended

24(1) **In subsection 28(1)**

(a) in the portion before paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

(b) paragraph (b) is replaced with the following:

(b) if the child or a parent of the child is an Indigenous person

(i) each Yukon First Nation, if any, of which the child or their parent is a member, and

(ii) the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the child or their parent belongs; and

(2) **Subsection 28(3) is repealed.**

Section 29 amended

25 In section 29, the expression "may offer to enter an agreement under section 11 to provide support services**" is replaced with the expression "**may offer support services under Division 2 of Part 2**".**

(2) **Dans le passage introductif du paragraphe 27(2), l'expression « **ou la Première nation **» est remplacée par « **, une première nation du Yukon ou un corps dirigeant autochtone **».**

(3) **Au paragraphe 27(3), l'expression « **ou une Première nation **» est remplacée par « **, une première nation du Yukon ou un corps dirigeant autochtone **».**

Modification de l'article 28

24(1) **Le paragraphe 28(1) est modifié comme suit :**

a) dans le passage introductif, l'expression « **doit déployer **» est remplacée par « **déploie **»;

b) l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

b) si l'enfant ou un parent de l'enfant est une personne autochtone, à la fois :

(i) chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant ou le parent,

(ii) le corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent;

(2) **Le paragraphe 28(3) est abrogé.**

Modification de l'article 29

25 À l'article 29, l'expression « **peut offrir de conclure une entente, en vertu de l'article 11, pour fournir des services de soutien **» est remplacée par l'expression « **peut offrir des services de soutien en vertu de la section 2 de la partie 2 **».

Section 30 amended

26 In the English version of subsection 30(3), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 31 amended

27(1) **In the English version of paragraph 31(2)(b), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In subsection 31(3), the expression "**apparently entitled to custody**" is replaced with the expression "**with custody**".**

Section 32 amended

28 In subsection 32(2)

(a) in the English version of the portion before paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

(b) paragraph (d) is replaced with the following:

(d) if the child or a parent of the child is an Indigenous person

(i) each Yukon First Nation, if any, of which the child or their parent is a member, and

(ii) the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the child or their parent belongs.

Section 33 amended

29(1) **In subsection 33(2)**

(a) in the English version of the portion before paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

Modification de l'article 30

26 Dans la version anglaise du paragraphe 30(3), l'expression « **shall » est remplacée par l'expression « **must **».**

Modification de l'article 31

27(1) **Dans la version anglaise de l'alinéa 31(2)b), l'expression « **shall** » est remplacée par l'expression « **must **».**

(2) **Au paragraphe 31(3), l'expression « **a apparemment la garde** » est remplacée par l'expression « **a la garde **».**

Modification de l'article 32

28 Le paragraphe 32(2) est modifié comme suit :

a) dans la version anglaise du passage introductif, l'expression « **shall » est remplacée par l'expression « **must **»;**

b) l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

d) si l'enfant ou un parent de l'enfant est une personne autochtone, à la fois :

(i) chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant ou le parent,

(ii) le corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent.

Modification de l'article 33

29(1) **Le paragraphe 33(2) est modifié comme suit :**

a) dans la version anglaise du passage introductif, l'expression « **shall » est remplacée par l'expression « **must **»;**

(b) paragraph (c) is replaced with the following:

(c) if the child or a parent of the child is an Indigenous person

(i) each Yukon First Nation, if any, of which the child or their parent is a member, and

(ii) the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the child or their parent belongs; and

(2) **In the English version of subsection 33(7), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(3) **In the English version of subsection 33(8), the expression "**shall attach**" is replaced with the expression "**attaches**".**

Section 34 amended

30 In section 34

(a) in the English version, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

(b) in the French version, the expressions "compare le préjudice que subirait**" and "**au préjudice**" are replaced, respectively, with the expressions "**établit un équilibre entre le préjudice que pourrait subir**" and "**le préjudice**".**

Section 36 amended

31 In section 36, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

b) l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

c) si l'enfant ou un parent de l'enfant est une personne autochtone, à la fois :

(i) chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant ou le parent,

(ii) le corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent;

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 33(7), l'expression « **shall** » est remplacée par l'expression « **must** ».**

(3) **Dans la version anglaise du paragraphe 33(8), l'expression « **shall attach** » est remplacée par l'expression « **attaches** ».**

Modification de l'article 34

30 L'article 34 est modifié comme suit :

a) dans la version anglaise, l'expression « **shall » est remplacée par l'expression « **must** »;**

b) dans la version française, les expressions « **compare le préjudice que subirait » et « **au préjudice** » sont remplacées, respectivement, par les expressions « **établit un équilibre entre le préjudice que pourrait subir** » et « **le préjudice** ».**

Modification de l'article 36

31 À l'article 36, l'expression « **doit, dans la mesure du possible, discuter » est remplacée par l'expression « **discute, dans la mesure du possible, **».**

Section 37 amended

32 In section 37, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 37

32 À l'article 37, l'expression « doit, dans la mesure du possible, discuter **» est remplacée par l'expression «** discute, dans la mesure du possible, **».**

Section 38 amended

33 In the portion of subsection 38(4) before paragraph (a) and in subsection 38(7), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 38

33 À l'alinéa a) du paragraphe 38(4) et au paragraphe 38(7), les expressions « doit d'une part être exécuté **» et «** doit présenter **» sont remplacées, respectivement, par les expressions «** est exécuté **» et «** présente **».**

Section 39 amended

34 In subsection 39(4), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 39

34 Au paragraphe 39(4), l'expression « doit présenter **» est remplacée par l'expression «** présente **».**

Section 40 amended

35(1) **In subsection 40(1)**

Modification de l'article 40

35(1) **Le paragraphe 40(1) est modifié comme suit :**

(a) in the English version, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

a) dans la version anglaise, l'expression « shall **» est remplacée par l'expression «** must **»;**

(b) in the French version, the expression "et lui remet les renseignements transmis dans le rapport**" is added after the expression "**un directeur**".**

b) dans la version française, l'expression « et lui remet les renseignements transmis dans le rapport **» est ajoutée après l'expression «** un directeur **».**

(2) **In the English version of subsection 40(2), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 40(2), l'expression «** shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

Section 41 amended

36(1) **In subsection 41(1)**

Modification de l'article 41

36(1) **Le paragraphe 41(1) est modifié comme suit :**

(a) in the portion of subsection (1) before paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

a) dans le passage introductif, l'expression « doit déployer **» est remplacée par l'expression «** déploie **»;**

(b) paragraph (b) is replaced with the following:

(b) if the child or a parent of the child is an Indigenous person

(i) each Yukon First Nation, if any, of which the child or their parent is a member, and

(ii) the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the child or their parent belongs.

(2) **Subsection 41(2) is replaced with the following:**

(2) As part of the notification, the person who is to be notified must be advised as to the place where the child is residing unless that would present a danger to the child or to a person residing or working in the place where the child is residing.

Section 43 amended

37 In paragraph 43(b), the expression "apparently entitled to custody**" is replaced with the expression "**with custody**".**

Heading for Part 3, Division 3 amended

38 In the heading for Division 3 of Part 3, the expression "CO-OPERATIVE**" is replaced with the expression "**COLLABORATIVE**".**

Section 44 amended

39(1) **In the heading before section 44, the expression "**Co-operative**" is replaced with the expression "**Collaborative**".**

(2) **The portion of subsection 44(1) before paragraph (a) is replaced with the following:**

b) l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

b) si l'enfant ou un parent de l'enfant est une personne autochtone, à la fois :

(i) chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant ou le parent,

(ii) le corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent.

(2) **Le paragraphe 41(2) est remplacé par ce qui suit :**

(2) Dans le cadre de la notification, la personne à notifier est avisée du lieu où réside l'enfant, sauf si cela présente un danger pour l'enfant ou pour une personne qui réside ou travaille dans ce lieu.

Modification de l'article 43

37 À l'alinéa 43b), l'expression « **a apparemment droit à la garde **» est remplacée par l'expression « **a la garde **».

Modification de l'intertitre de la section 3 de la partie 3

38 Dans l'intertitre de la section 3 de la partie 3, l'expression « **COOPÉRATIVE **» est remplacée par l'expression « **COLLABORATIVE **».

Modification de l'article 44

39(1) **Dans l'intertitre qui précède l'article 44, l'expression « **coopérative **» est remplacée par l'expression « **collaborative **».**

(2) **Le passage introductif du paragraphe 44(1) est remplacé par ce qui suit :**

(1) A director must offer the use of a collaborative planning process referred to in section 6 if the director believes that the child is in need of protective intervention and the director

(3) **In subsection 44(2), the expression "**family conference or other cooperative planning process" **is replaced with the expression "**collaborative planning process**".**

(4) **In subsection 44(3), the expression "**family conference or other cooperative planning process **is replaced with the expression "**collaborative planning process**".**

Section 45 amended

40(1) **In the portion of subsection 45(1) before paragraph (a), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **The following subsection is added after subsection 45(1):**

(1.01) If the child is in the care or custody of a director, the case plan must include a cultural plan, being a plan to maintain and support the child's connection to their language, culture, practices, customs, traditions, and ceremonies.

(3) **In subsection 45(2), the expression "**family conference or other co-operative planning process**" is replaced with the expression "**collaborative planning process**".**

Section 45.01 added

41 The following section is added after section 45:

Review of case plan

45.01(1) A case plan respecting a child who is in the custody of a director must be

(1) Un directeur offre le recours au processus de planification collaborative mentionné à l'article 6 s'il croit qu'une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant et que le directeur :

(3) **Au paragraphe 44(2), l'expression « **La conférence familiale ou un autre processus de planification coopérative **» est remplacée par l'expression « **Le processus de planification collaborative **».**

(4) **Au paragraphe 44(3), l'expression « **à la conférence familiale ou à un autre processus de planification coopérative **» est remplacée par l'expression « **au processus de planification collaborative **».**

Modification de l'article 45

40(1) **Dans le passage introductif du paragraphe 45(1), l'expression « **doit comprendre **» est remplacée par l'expression « **comprend **».**

(2) **Les paragraphes qui suivent sont insérés après le paragraphe 45(1) :**

(1.01) Si l'enfant est sous les soins ou la garde d'un directeur, le plan d'intervention prévoit notamment un plan culturel, soit un plan qui maintient et soutient les liens de l'enfant avec sa langue, sa culture et ses pratiques, coutumes, traditions et cérémonies.

(3) **Au paragraphe 45(2), l'expression « **d'une conférence familiale ou d'un autre processus de planification coopérative **» est remplacée par l'expression « **du processus de planification collaborative **».**

Insertion de l'article 45.01

41 L'article qui suit est inséré après l'article 45 :

Révision du plan d'intervention

45.01(1) Le plan d'intervention concernant l'enfant qui est sous la garde d'un

reviewed every six months for as long as the child is in the custody of the director.

(2) Subject to subsection 7(2), the director must invite the persons listed in subsection 7(1) to participate in the review of the case plan.

Section 46 amended

42 In subsections 46(1), (2) and (3) the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 47 amended

43(1) **Subsection 47(1) is replaced with the following:**

47(1) In respect of an application referred to in any of subsections 46(1), (2) and (3), the director must serve the documents listed in subsection (1.02) on the following persons:

(a) each of the child's parents;

(b) subject to subsection (1.01), if a birth parent of the child is not a parent for the purposes of this Act, the birth parent;

(c) an extended family member or other person to whom the parent has given the care of the child;

(d) if the child is an Indigenous person

(i) each Yukon First Nation, if any, of which the child is a member, and

(ii) the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the child belongs.

(1.01) Paragraph (1)(b) does not apply if, under an adoption order that has been

directeur est révisé tous les six mois tant que l'enfant est sous la garde du directeur.

(2) Sous réserve du paragraphe 7(2), le directeur invite les personnes énumérées au paragraphe 7(1) à participer à la révision du plan d'intervention.

Modification de l'article 46

42 Aux paragraphes 46(1), (2) et (3), l'expression « **doit se présenter **» est remplacée par l'expression « **se présente **».

Modification de l'article 47

43(1) **Le paragraphe 47(1) est remplacé par ce qui suit :**

47(1) Dans le cadre de la demande mentionnée à l'un ou l'autre des paragraphes 46(1), (2) et (3), le directeur signifie les documents prévus au paragraphe (1.02) aux personnes suivantes :

a) chaque parent de l'enfant;

b) sous réserve du paragraphe (1.01), si un parent biologique de l'enfant n'est pas un parent aux fins de la présente loi, le parent biologique;

c) un membre de la famille élargie ou une autre personne à qui le parent a confié les soins de l'enfant;

d) si l'enfant est une personne autochtone, à la fois :

(i) chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant,

(ii) le corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant.

(1.01) L'alinéa (1)b) ne s'applique pas si, aux termes d'une ordonnance d'adoption

made in respect of the child, the birth parent does not have any parental rights or responsibilities with respect to the child.

(1.02) The documents that must be served are:

(a) the notice of application stating the order for protective intervention sought and the grounds for the order; and

(b) notice of the time, date and place of the presentation hearing.

(2) **In the English version of subsections 47(2), (3) and (4), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 47.01 added

44 The following section is added after section 47:

Notice of application

47.01 In respect of an application referred to in any of subsections 46(1), (2) and (3), if a parent of the child is an Indigenous person, notice of the application must be given to

(a) each Yukon First Nation, if any, of which the parent is a member; and

(b) the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the parent belongs.

Section 48 amended

45(1) **In subsection 48(1)**

(a) the following paragraphs are added after paragraph (a):

(a.01) subject to subsection (1.01), if a birth parent of the child is not a parent

rendue à l'égard de l'enfant, le parent biologique n'a aucun droit ni responsabilité de nature parentale envers l'enfant.

(1.02) Les documents qui doivent être signifiés sont les suivants :

a) l'avis de demande qui énonce l'ordonnance d'intervention protective demandée et les motifs à l'appui de l'ordonnance;

b) l'avis de l'heure, de la date et du lieu de l'audience de présentation.

(2) **Dans la version anglaise des paragraphes 47(2), (3) et (4), l'expression «** shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

Insertion de l'article 47.01

44 L'article qui suit est inséré après l'article 47 :

Avis de demande

47.01 Dans le cadre de la demande mentionnée à l'un ou l'autre des paragraphes 46(1), (2) et (3), si un parent de l'enfant est une personne autochtone, avis de la demande est donné, à la fois :

a) à chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre le parent;

b) au corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie le parent.

Modification de l'article 48

45(1) **Le paragraphe 48(1) est modifié comme suit :**

a) les alinéas qui suivent sont insérés après l'alinéa a) :

a.01) sous réserve du paragraphe (1.01), si un parent biologique de l'enfant n'est pas un parent

for the purposes of this Act, the birth parent;

(a.02) an extended family member or other person to whom the parent has given the care of a child.

(b) in paragraph (b), the expression "First Nation**", wherever it occurs, is replaced with the expression "**Yukon First Nation**"; and**

(c) the following paragraph is added after paragraph (b):

(c) if the child belongs to an Indigenous group, community or people, the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the child belongs, provided an authorized representative appears at the commencement of the presentation hearing having been served with the documents under section 47.

(2) **The following subsection is added after subsection 48(1):**

(1.01) Paragraph (1)(a.01) does not apply if, under an adoption order that has been made in respect of the child, the birth parent does not have any parental rights or responsibilities with respect to the child.

Section 48.01 added

46 The following section is added after section 48:

Right to make submissions

48.01(1) If the parent of a child in respect of whom an application is made under subsection 46(1), (2) or (3) or 60(1) is an Indigenous person, a person who is listed in subsection (2) of this section has the right to be present at the hearing of the application

aux fins de la présente loi, le parent biologique;

a.02) un membre de la famille élargie ou une autre personne à qui le parent a confié les soins de l'enfant.

b) à l'alinéa b), l'expression « Première nation **» est remplacée, à chaque occurrence, par l'expression «** première nation du Yukon **»;**

c) l'alinéa qui suit est ajouté après l'alinéa b) :

c) si l'enfant fait partie d'un groupe, d'une communauté ou d'un peuple autochtones, le corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant, pourvu qu'un représentant autorisé comparaisse au début de l'audience de présentation, les documents prévus à l'article 47 lui ayant été signifiés.

(2) **Le paragraphe qui suit est inséré après le paragraphe 48(1) :**

(1.01) L'alinéa (1)a.01) ne s'applique pas si, aux termes d'une ordonnance d'adoption rendue à l'égard de l'enfant, le parent biologique n'a aucun droit ni responsabilité de nature parentale envers l'enfant.

Insertion de l'article 48.01

46 L'article qui suit est inséré après l'article 48 :

Droit de présenter des observations

48.01(1) Si le parent d'un enfant visé par une demande présentée en vertu du paragraphe 46(1), (2) ou (3), ou 60(1) est une personne autochtone, les personnes mentionnées au paragraphe (2) du présent article ont le droit d'être présentes à l'audition de la demande et de présenter des

and to make submissions to the judge if they inform the judge of their intention to do so.

(2) The following persons have the right referred to in subsection (1):

(a) if a parent of the child is a member of a Yukon First Nation, the Yukon First Nation of which the parent is a member;

(b) if a parent of the child belongs to an Indigenous group, community or people, the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the parent belongs.

(3) The judge hearing the application may give directions respecting how notices or other documents are to be provided to a person who has the right referred to in subsection (1).

observations au juge si elles informent le juge de leur intention à cet effet

(2) Les personnes suivantes ont le droit mentionné au paragraphe (1) :

a) si un parent de l'enfant est membre d'une première nation du Yukon, la première nation du Yukon dont est membre le parent;

b) si un parent de l'enfant fait partie d'un groupe, d'une communauté ou d'un peuple autochtones, le corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie le parent.

(3) Le juge saisi de la demande peut donner des instructions concernant les modalités de la remise d'avis ou d'autres documents aux personnes qui ont le droit mentionné au paragraphe (1).

Section 49 amended

47 In subsection 49(2), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 49

47 Au paragraphe 49(2), l'expression « doit examiner **» est remplacée par l'expression «** examine **».**

Section 50 amended

48 In the English version of section 50, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 50

48 Dans la version anglaise de l'article 50, l'expression « shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

Section 51 amended

49 In section 51

(a) in the portion before paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**";**

(b) paragraph (a) is replaced with the following:

(a) the child's name and birth date, the names of the child's parents and if the child is an Indigenous child

Modification de l'article 51

49 L'article 51 est modifié comme suit :

a) dans le passage introductif, l'expression « doit fournir **» est remplacée par l'expression «** fournit **»;**

b) l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

a) le nom et la date de naissance de l'enfant, les noms des parents de l'enfant et si l'enfant est un enfant autochtone :

(i) the name of each Yukon First Nation, if any, of which the child or a parent of the child is a member, and

(ii) the name of the Indigenous governing body that is authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the child or a parent of the child belongs.

(c) in paragraph (d) the expression "family conference or other co-operative planning process**" is replaced with the expression "**collaborative planning process**".**

Section 52 amended

50(1) **In subsection 52(1)**

(a) in the English version, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

(b) the expression "apparently entitled to custody**" is replaced with the expression "**with custody**".**

(2) **Subsection 52(2) is replace with the following:**

(2) At the end of a presentation hearing if the judge is satisfied there is a prima facie case that the child is in need of protective intervention the judge must make one of the following orders

(a) that the child be returned to or remain with a parent with custody under the supervision of the director on an interim basis until the conclusion of the protective intervention hearing or such other time as the judge may order;

(b) that the child be placed in the care of an individual other than a parent, with the consent of that individual and under the director's supervision, on an interim

(i) d'une part, le nom de chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant ou un parent de l'enfant,

(ii) d'autre part, le nom du corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant ou un parent de l'enfant.

c) à l'alinéa d), l'expression « **d'une conférence familiale ou d'un autre processus de planification coopérative **» est remplacée par l'expression « **d'un processus de planification collaborative **».

Modification de l'article 52

50(1) **Le paragraphe 52(1) est modifié comme suit :**

a) dans la version anglaise, l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **»;

b) l'expression « **a apparemment droit à la garde **» est remplacée par l'expression « **a la garde **».

(2) **Le paragraphe 52(2) est remplacé par ce qui suit :**

(2) Au terme de l'audience de présentation, s'il n'est pas convaincu qu'il est établi à première vue qu'une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant, le juge rend l'une des ordonnances suivantes :

a) que l'enfant soit remis ou demeure auprès d'un parent qui a la garde, provisoirement et sous la supervision du directeur, jusqu'à la conclusion de l'audience sur l'intervention préventive ou pour la durée que fixe le juge;

b) que l'enfant soit provisoirement placé sous les soins d'une autre personne qu'un parent, avec le consentement de celle-ci et sous la supervision du

basis until the conclusion of the protective intervention hearing or such other time as the judge may order; or

(c) the child remain in or be placed in the care of the director on an interim basis until the conclusion of the protective intervention hearing or such other time as the judge may order.

directeur, jusqu'à la conclusion de l'audience sur l'intervention préventive ou pour la durée que fixe le juge;

c) que l'enfant demeure ou soit placé sous les soins du directeur, provisoirement, jusqu'à la conclusion de l'audience sur l'intervention préventive ou pour la durée que fixe le juge.

Section 53 amended

51(1) **In the English version of subsections 53(1), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In the English version of subsection 53(2), the expression "**shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

(3) **In subsection 55(3), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 53

51(1) **Dans la version anglaise du paragraphe 53(1), l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 53(2), l'expression « shall not » est remplacée par l'expression « must not ».**

(3) **Au paragraphe 53(3), l'expression « doit être conclue » est remplacée par l'expression « est conclue ».**

Section 54 amended

52 In the English version of subsection 54(2), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 54

52 Dans la version anglaise du paragraphe 54(2), l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».

Section 55 amended

53(1) **In the English version of subsection 55(1), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In subsection 55(2), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 55

53(1) **Dans la version anglaise du paragraphe 55(1), l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».**

(2) **Au paragraphe 55(2), l'expression « doivent en fournir » est remplacée par l'expression « en fournissent ».**

Section 56 amended

54 In in the portion of section 56 before paragraph (a), the expression "apparently entitled to custody**" is replaced with the expression "**with custody**"**

Modification de l'article 56

54 Dans le passage introductif de l'article 56, l'expression « a apparemment droit à la garde » est remplacée par l'expression « a la garde ».

Section 57 amended

55(1) **In subsection 57(1), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In subsection 57(2)**

(a) in the English version, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

(b) the expression "apparently entitled to custody**" is replaced with the expression "**with custody**".**

(3) **In subsection 57(3)**

(a) in the English version of the portion before paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

(b) in paragraph (a), the expression "apparently entitled to custody**" is replaced with the expression "**with custody**".**

Modification de l'article 57

55(1) **Au paragraphe 57(1), l'expression « doit déterminer » est remplacée par l'expression « détermine ».**

(2) **Le paragraphe 57(2) est modifié comme suit :**

a) dans la version anglaise, l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must »;

b) l'expression « a apparemment droit à la garde » est remplacée par l'expression « a la garde ».

(3) **Le paragraphe 57(3) est modifié comme suit :**

a) dans la version anglaise du passage introductif, l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must »;

b) à l'alinéa a) l'expression « a apparemment droit à la garde » est remplacée par l'expression « a la garde ».

Section 59 amended

56 In the English version of subsection 59(2), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 59

56 Dans la version anglaise du paragraphe 59(2), l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».

Section 60 amended

57(1) **In the English version of the portion of subsection 60(2) before paragraph (a) and of subsections 60(3), (4) and (6), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In the French version of subsection 60(6), the expression "**garde temporaire**" is replaced with the expression "**garde provisoire**".**

Modification de l'article 60

57(1) **Dans la version anglaise du passage introductif du paragraphe 60(2) et des paragraphes 60(3), (4) et (6), l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».**

(2) **Dans la version française du paragraphe 60(6), l'expression « garde temporaire » est remplacée par l'expression « garde provisoire ».**

Section 61 amended

58(1) **Subsection 61(1) is replaced with the following:**

(1) Subject to subsection (4), a judge must not make an order for temporary custody of a child that results in the total cumulative period during which the child is in temporary custody exceeding

(a) 12 months, if the child is under five years of age on the day the child first enters the temporary custody of

(i) a director, whether as a result of a voluntary care agreement or as a result of an order of a judge, or

(ii) another individual as a result of an order made under this Part;

(b) 18 months, if the child is five years of age or older but under 12 years of age on the day the child first enters the temporary custody of

(i) a director, whether as a result of a voluntary care agreement or as a result of an order of a judge, or

(ii) of another individual as a result of an order made under this Part;

(c) 24 months, if the child is 12 years of age or older on the day the child first enters the temporary custody of

(i) a director, whether as a result of a voluntary care agreement or as a result of an order of a judge, or

Modification de l'article 61

58(1) **Le paragraphe 61(1) est remplacé par ce qui suit :**

(1) Sous réserve du paragraphe (4), un juge ne peut rendre une ordonnance de garde provisoire d'un enfant qui entraine une période cumulative totale de garde provisoire qui dépasse :

a) 12 mois, si l'enfant est âgé de moins de cinq ans à la date où il est pour la première fois confié à la garde provisoire :

(i) soit d'un directeur, à la suite d'une entente volontaire sur les soins, ou encore, de l'ordonnance d'un juge,

(ii) soit d'une autre personne à la suite d'une ordonnance rendue en vertu de la présente partie;

b) 18 mois, si l'enfant est âgé d'au moins cinq ans mais n'a pas atteint l'âge de 12 ans à la date où il est pour la première fois confié à la garde provisoire :

(i) soit d'un directeur, à la suite d'une entente volontaire sur les soins, ou encore, de l'ordonnance d'un juge,

(ii) soit d'une autre personne à la suite d'une ordonnance rendue en vertu de la présente partie;

c) 24 mois, si l'enfant est âgé d'au moins 12 ans à la date où il est pour la première fois confié à la garde provisoire :

(i) soit d'un directeur, à la suite d'une entente volontaire sur les soins, ou encore, de l'ordonnance d'un juge,

(ii) of another individual as a result of an order made under this Part.

(ii) soit d'une autre personne, à la suite à d'une ordonnance rendue en vertu de la présente partie.

(2) **In the portion of subsection 61(2) before paragraph (a), the expression "**shall be**" is replaced with the expression "**is to be**".**

(2) **Dans le passage introductif du paragraphe 61(2), l'expression «** Il doit être tenu compte de ce qui suit **» est remplacée par l'expression «** Sont comprises **».**

(3) **In the English version of the portion of subsection 61(3) after paragraph (b), the expression "**shall not be**" is replaced with the expression "**is not to be**".**

(3) **Dans la version anglaise du passage qui suit l'alinéa 61(3)b), l'expression «** shall not be **» est remplacée par l'expression «** must not be **».**

(4) **Subsection 61(4) is replaced with the following:**

(4) The judge may make a temporary custody order that results in a total cumulative period exceeding the total cumulative period permitted under subsection (1) if the judge determines that it is in the best interests of the child to do so.

(5) For greater certainty, a judge may make an order under section 60 that results in a total cumulative period exceeding the total cumulative period permitted under subsection (1), if the judge determines that it is in the best interests of the child to do so whether or not an order that was made previously also exceeded the total cumulative period permitted under subsection (1).

(4) **Le paragraphe 61(4) est remplacé par ce qui suit :**

(4) Le juge peut rendre une ordonnance de garde provisoire qui entraine une période cumulative totale qui dépasse celle permise en vertu du paragraphe (1) s'il établit qu'il est dans l'intérêt supérieur de l'enfant de le faire.

(5) Il est entendu que le juge peut rendre une ordonnance en vertu de l'article 60 qui entraine une période cumulative totale qui dépasse celle permise en vertu du paragraphe (1) s'il établit qu'il est dans l'intérêt supérieur de l'enfant de le faire, peu importe si une ordonnance antérieure prévoyait aussi une période cumulative totale dépassant celle permise en vertu du paragraphe (1).

Section 62 amended

59(1) **In the English version of subsection 62(3), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 62

59(1) **Dans la version anglaise du paragraphe 62(3), l'expression «** shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

(2) **In subsection 62(4)**

(a) in the English version, the expression "shall not**" is replaced with the expression "**must not**"; and**

(2) **Le paragraphe 62(4) est modifié comme suit :**

a) dans la version anglaise, l'expression « shall not **» est remplacée par l'expression «** must not **»;**

(b) in the French version, the expression "le père ou la mère**" is replaced with the expression "**les parents**".**

b) dans la version française, l'expression « le père ou la mère **» est remplacée par l'expression «** les parents **».**

Section 63 amended

60 In the English version of subsection 63(3), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 63

60 Dans la version anglaise du paragraphe 63(3), l'expression « shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

Section 64 amended

61 In the English version of subsection 64(2), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 64

61 Dans la version anglaise du paragraphe 64(2), l'expression « shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

Section 67 amended

62 In the English version of the portion of subsection 67(2) before paragraph (a) and of subsection 67(3), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 67

62 Dans la version anglaise du passage introductif du paragraphe 67(2), et du paragraphe 67(3), l'expression « shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

Section 68 amended

63 In the English version of subsection 68(2), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 68

63 Dans la version anglaise du paragraphe 68(2), l'expression « shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

Section 69 amended

64(1) **In the French version of paragraph 69(1)(b), the expression "**le père ou la mère**" is replaced with the expression "**un parent**".**

Modification de l'article 69

64(1) **Dans la version française de l'alinéa 69(1)b), l'expression «** le père ou la mère **» est remplacée par l'expression «** un parent **».**

(2) **In the English version of the portion of subsection 69(2) before paragraph (a), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **Dans la version anglaise du passage introductif du paragraphe 69(2), l'expression «** shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

(3) **In subsection 69(3) and the portion of subsection 69(4) before paragraph (a), the expression "**apparently entitled to custody**" is replaced with the expression "**with custody**".**

(3) **Au paragraphe 69(3) et dans le passage introductif du paragraphe 69(4), l'expression «** a apparemment droit à la garde **» est remplacée par l'expression «** a la garde **».**

Section 70 amended

65 In the English version of section 70, the expression "shall be considered**" is replaced with the expression "**is to be considered**".**

Modification de l'article 70

65 Dans la version anglaise de l'article 70, l'expression « **shall be considered **» est remplacée par l'expression « **is to be considered **».

Section 71 amended

66(1) **In subsection 71(1), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In the English version of subsection 71(3), the expression "**shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

Modification de l'article 71

66(1) **Au paragraphe 71(1), l'expression « **doit communiquer **» est remplacée par l'expression « **communique **».**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 71(3), l'expression « **shall not **» est remplacée par l'expression « **must not **».**

Section 72 amended

67 In section 72, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 72

67 À l'article 72, l'expression « **doit déployer **» est remplacée par l'expression « **déploie **».

Section 73.01 added

68 The following section is added after section 73:

Order to produce document or thing

73.01(1) A director may at any time apply to a judge for an order requiring a person or entity to give the director a document or thing or a copy of a document or thing that the director believes is relevant to the performance of their duties under this Act.

(2) On an application under subsection (1), the judge may make an order requiring the person or entity to give the director a document or thing or a copy of a document or thing if the judge is satisfied of all of the following:

(a) the document or thing is relevant to the performance of the director's duties under the Act;

Insertion de l'article 73.01

68 L'article qui suit est inséré après l'article 73 :

Ordonnance de production d'un document ou d'une chose

73.01(1) Un directeur peut à tout moment demander à un juge de rendre une ordonnance obligeant une personne ou une entité à remettre au directeur tout document ou chose, ou une copie de ceux-ci, que le directeur croit qu'ils sont pertinents à l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

(2) Sur requête faite en vertu du paragraphe (1), le juge peut rendre une ordonnance obligeant la personne ou l'entité à remettre au directeur tout document ou chose, ou une copie de ceux-ci, s'il est convaincu de ce qui suit :

a) le document ou la chose est pertinent à l'exercice des fonctions que la présente loi confère au directeur;

(b) the person or entity has possession or control of the document or thing;

(c) the person or entity has neglected or refused to give the document or thing to the director.

(3) At least two days before the date set for the hearing of the application, notice of the time, date and place of the hearing must be served on the person or entity against whom the order is sought.

(4) The judge may include any terms or conditions in the order that the judge considers appropriate.

(5) The judge may make an order despite any other Act and any claim of confidentiality or privilege other than solicitor-client privilege.

Section 74

69 In section 74

(a) the expression "apparently entitled to custody**" is replaced with the expression "**with custody**"; and**

(b) the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 76 amended

70(1) **In subsection 76(3)**

(a) in paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

(b) in the portion of paragraph (b) before the subparagraph (i), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In subsection 76(5), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

b) la personne ou l'entité a la possession ou le contrôle du document ou de la chose;

c) la personne ou l'entité a négligé ou refusé de remettre le document ou la chose au directeur.

(3) Au moins deux jours avant la date prévue d'audition de la requête, un avis de l'heure, de la date et du lieu de l'audition est signifié à la personne ou l'entité que vise l'ordonnance demandée.

(4) Le juge peut assortir l'ordonnance des modalités qu'il estime indiquées.

(5) Le juge peut rendre une ordonnance malgré toute autre loi et toute allégation de confidentialité ou privilège, à l'exception du secret professionnel de l'avocat.

Modification de l'article 74

69 L'article 74 est modifié comme suit :

a) l'expression « a apparemment le droit à la garde **» est remplacée par l'expression «** a la garde **»;**

b) l'expression « doit être **» est remplacée par l'expression «** est **».**

Modification de l'article 76

70(1) **Le paragraphe 76(3) est modifié comme suit :**

a) à l'alinéa a), l'expression « doit d'une part tenir **» est remplacée par l'expression «** d'une part, tient **»;**

b) dans le passage introductif de l'alinéa b), l'expression « doit d'autre part tenir **» est remplacée par l'expression «** d'autre part, tient **».**

(2) **Au paragraphe 76(5), l'expression «** doit, dès que possible, aviser **» est**

remplacée par l'expression « avise, dès que possible, **».**

Section 79 amended

71(1) **In subsection 79(1)**

(a) the portion before paragraph (a) is replaced with the following:

(1) A judge may, on the request of a party, adjourn a presentation hearing, a protective intervention hearing or the hearing of an application for a subsequent order under section 60 one or more times for a maximum of 70 days each time, for any of the following reasons:

(b) in paragraph (a), the expression "family conference or other cooperative planning process" **is replaced with the expression "**collaborative planning process**".**

(2) **Subsection 79(2) is replaced with the following:**

(2) Without limiting the principle set out in paragraph 2(a) that the best interests of the child are to be given paramount consideration in making decisions or taking any action under this Act, in deciding whether to grant an adjournment the judge must consider the following factors:

(a) whether an adjournment would promote family reunification by providing the parents with time to access treatment, secure housing or otherwise take action that would allow the child to return to them;

(b) the effect an adjournment would have on the child returning to their parents in a timely fashion; and

Modification de l'article 79

71(1) **Le paragraphe 79(1) est modifié comme suit :**

a) le passage introductif est remplacé par ce qui suit :

(1) Sur demande d'une partie, un juge peut ajourner une ou plusieurs fois, jusqu'à concurrence de 70 jours chaque fois, l'audience de présentation, l'audience relative à une intervention préventive ou l'audition d'une requête en vue d'obtenir une nouvelle ordonnance en vertu de l'article 60 pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

b) à l'alinéa a), l'expression « d'une conférence familiale ou d'un autre processus de planification coopérative **» est remplacée par l'expression «** d'un processus de planification collaborative **».**

(2) **Le paragraphe 79(2) est remplacé par ce qui suit :**

(2) Sans que soit limité le principe énoncé à l'alinéa 2a) selon lequel l'intérêt supérieur de l'enfant est la priorité absolue de toute prise de décisions ou de mesures sous le régime de la présente loi, lorsqu'il décide s'il doit accorder un ajournement, le juge tient compte des facteurs suivants :

a) si l'ajournement favoriserait la réunification familiale en donnant aux parents le temps d'accéder à un traitement, d'obtenir un logement ou par ailleurs de prendre des mesures qui permettraient que l'enfant leur soit remis;

b) l'effet qu'aurait l'ajournement sur la remise de l'enfant aux parents en temps opportun;

(c) the effect an adjournment would have on the ability of the child to access their culture and their community.

(3) **Subsection 79(3) is replaced with the following:**

(3) If the judge grants an adjournment, the judge may make one of the following orders:

(a) that the child be returned to or remain with a parent with custody under the supervision of the director on an interim basis until the conclusion of the hearing or such other time as the judge may order;

(b) that the child be placed in the care of an individual other than a parent, with the consent of that other individual and under the director's supervision, on an interim basis until the conclusion of the hearing or such other time as the judge may order; or

(c) that the child remain in or be placed in the care of the director on an interim basis until the conclusion of the hearing or such other time as the judge may order.

Section 84 amended

72 In the English version of section 84, the expression "shall have**" is replaced with the expression "**has**".**

Section 85 amended

73(1) **In subsection 85(1)**

(a) the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

(b) the expression "shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

c) l'effet qu'aurait l'ajournement sur la capacité de l'enfant à accéder à sa culture et sa communauté.

(3) **Le paragraphe 79(3) est remplacé par ce qui suit :**

(3) S'il accorde un ajournement, le juge peut rendre l'une des ordonnances suivantes :

a) que l'enfant soit remis ou demeure auprès d'un parent qui a la garde, provisoirement et sous la supervision du directeur, jusqu'à la conclusion de l'audience ou pour la durée que fixe le juge;

b) que les soins de l'enfant soient provisoirement confiés à une autre personne qu'un parent, avec le consentement de celle-ci et sous la supervision du directeur, jusqu'à la conclusion de l'audience ou pour la durée que fixe le juge;

c) que l'enfant demeure ou soit placé sous les soins du directeur, provisoirement, jusqu'à la conclusion de l'audience sur l'intervention préventive ou pour la durée que fixe le juge.

Modification de l'article 84

72 Dans la version anglaise de l'article 84, l'expression « **shall have **» est remplacée par l'expression « **has **».

Modification de l'article 85

73(1) **Le paragraphe 85(1) est modifié comme suit :**

a) l'expression « **doit déterminer **» est remplacée par l'expression « **détermine **»;

b) l'expression « **ne doit pas limiter **» est remplacée par l'expression « **ne peut limiter **».

(2) **Subsection 85(2) is replaced with the following:**

(2) A judge making an order under this part must on the request of a party to the application, give written reasons which must be made available to all parties to the application.

Section 86 amended

74(1) **In subsection 86(2), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **Subsection 86(4) is replaced with the following:**

(4) An appeal must be conducted in accordance with the Supreme Court *Rules of Court*, with any reasonable modifications as directed by the court.

Section 88 amended

75 In subsection 88(1)

(a) paragraph (f) is replaced with the following:

(f) to be informed of the standard of behaviour expected by a person with whom the child has been placed by the director and the consequences of not meeting those expectations;

(b) in paragraph (j), the expression "and if the child is a member of a First Nation, an authorized representative of the child's First Nation**" is repealed; and**

(c) the following paragraph is added after paragraph (j):

(j.01) if the child or a parent of the child is an Indigenous person, to privacy during discussions with an authorized representative of

(2) **Le paragraphe 85(2) est remplacé par ce qui suit :**

(2) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu de la présente partie, le juge, à la demande d'une partie à la requête, donne les motifs écrits, lesquels sont mis à la disposition de toutes les parties à la requête.

Modification de l'article 86

74(1) **Au paragraphe 86(2), l'expression «** doit être **» est remplacée par l'expression «** est **».**

(2) **Le paragraphe 86(4) est remplacé par ce qui suit :**

(4) Les appels se déroulent conformément aux Règles de pratique de la Cour suprême avec les adaptations raisonnables qu'ordonne le tribunal.

Modification de l'article 88

75 Le paragraphe 88(1) est modifié comme suit :

a) l'alinéa f) est remplacé par ce qui suit :

f) d'être informé de la norme comportementale à laquelle la personne auprès de qui le directeur l'a placé s'attend de lui et sur les conséquences s'il ne la respecte pas;

b) à l'alinéa j), l'expression « et, lorsque l'enfant est membre d'une Première nation, avec un représentant autorisé de sa Première nation **» est abrogée;**

c) l'alinéa qui suit est inséré après l'alinéa j) :

j.01) si l'enfant ou un parent de l'enfant est une personne autochtone, du droit au respect de la vie privée lors de discussions avec un représentant autorisé, à la fois :

(i) each Yukon First Nation, if any, of which the child or their parent is a member, and

(ii) the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the child or their parent belongs;

(i) de chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant ou le parent,

(ii) du corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent;

Section 89 replaced

76 Section 89 is replaced with the following

Placement of child

89(1) Subject to subsections (2) to (4), a child in the care or custody of a director may only be placed by the director in a 24/7 facility or home.

(2) A child who the director believes is a child in need of protective intervention, may, if the director determines that it is necessary to do so in the circumstances, be placed on a short-term basis in the care of

(a) an extended family member; or

(b) a person who resides in the same community as the child and who the director is satisfied is willing and able to provide a safe home environment for the child.

(3) A child in the temporary custody of a director under an order, or an extension of an order, made under paragraph 57(3)(c) may be placed in the care of an extended family member with the consent of the family member.

(4) A child in the continuing custody of a director under an order made under paragraph 57(3)(d) may be placed by the director in the care of an extended family member with the consent of the family member if the director believes the

Remplacement de l'article 89

76 L'article 89 est remplacé par ce qui suit :

Placement de l'enfant

89(1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), l'enfant qui est sous les soins ou la garde d'un directeur ne peut être placé par le directeur que dans un établissement ou foyer accessible en tout temps.

(2) L'enfant pour qui le directeur croit qu'une intervention préventive est nécessaire peut, si le directeur établit que les circonstances l'exigent, être placé à court terme sous les soins :

a) soit d'un membre de la famille élargie;

b) soit d'une personne qui réside dans la même communauté que l'enfant et dont le directeur est convaincu qu'il s'agit d'une personne désireuse et capable d'offrir un milieu de vie sûr pour l'enfant.

(3) L'enfant placé provisoirement sous la garde d'un directeur aux termes d'une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa 57(3)c), ou de son prolongement, peut être placé sous les soins d'un membre de la famille élargie avec le consentement de ce dernier.

(4) L'enfant placé de façon permanente sous la garde d'un directeur aux termes d'une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa 57(3)d) peut être placé par le directeur sous les soins d'un membre de la famille élargie avec le consentement de ce

placement will provide a long-term home for the child.

(5) A child who is placed in the care of an extended family member under subsection (3) or (4) must be subject to the supervision of the director.

Priority of placement

89.01(1) A child who a director believes is in need of protective intervention must be supported to reside in their home with their parents if in the opinion of the director the potential harm to the child from being removed from their parent's home is greater than the potential harm to the child from staying in the home, as balanced under section 34.

(2) A child who requires out-of-home care must be placed by the director, as part of the care plan under section 45, in accordance with the priority for placement set out in subsections (3) to (5).

(3) The first priority for placement of a child by the director is with an extended family member, and the child must be placed together with any siblings that are also in the care or custody of the director, unless it is not practicable or in the best interests of the child to do so.

(4) If it is not practicable or if it is not in the best interests of the child to place the child in accordance with subsection (3) and the child is not an Indigenous child, then, in placing the child the director must consider the following factors:

(a) whether there is a place where the child is able to reside with any siblings or any extended family members;

(b) whether there is a place where the child is able to

dernier si le directeur croit que le placement offrira un foyer à long terme pour l'enfant.

(5) L'enfant placé sous les soins d'un membre de la famille élargie en vertu du paragraphe (3) ou (4) est soumis à la supervision du directeur.

Priorité de placement

89.01(1) L'enfant pour qui un directeur croit qu'une intervention préventive est nécessaire réside de préférence chez lui avec ses parents si le directeur estime que le préjudice que pourrait subir l'enfant s'il est placé ailleurs est plus grave que le préjudice qu'il pourrait subir s'il demeure chez lui, selon l'équilibre établi en application de l'article 34.

(2) L'enfant pour qui une prise en charge à l'extérieur du foyer est nécessaire est placé par le directeur, dans le cadre du plan d'intervention prévu par l'article 45, selon la priorité de placement énoncée aux paragraphes (3) à (5).

(3) La première priorité de placement de l'enfant par le directeur est auprès d'un membre de la famille élargie, et l'enfant est placé avec ses frères ou sœurs qui sont aussi sous les soins ou la garde du directeur, sauf s'il n'est pas possible ou n'est pas dans l'intérêt supérieur de l'enfant de le faire.

(4) S'il n'est pas possible ou s'il n'est pas dans l'intérêt supérieur de l'enfant de placer l'enfant conformément au paragraphe (3) et si l'enfant n'est pas un enfant autochtone, alors, lorsqu'il place l'enfant, le directeur tient compte des facteurs suivants :

a) s'il existe un endroit où l'enfant peut résider avec ses frères ou sœurs ou des membres de la famille élargie;

b) s'il existe un endroit où l'enfant peut :

(i) maintain contact with friends and extended family members,

(ii) continue to attend the same school, or

(iii) continue to reside in the same community.

(5) If it is not practicable or if it is not in the best interests of the child to place the child in accordance with subsection (3) and the child is an Indigenous child, the child must be placed by the director with:

(a) a person who is a member of the Yukon First Nation of which the child is a member; or

(b) a person who belongs to an Indigenous group, community or people to which the child belongs.

(6) If it is not practicable or if it is not in the best interests of an Indigenous child to place them firstly in accordance with subsection (3) and secondly in accordance with subsection (5), then in placing the child consideration must be given to the following factors:

(a) whether there is a place where the child could reside with an Indigenous person,

(b) whether there is a place where the child is able to

(i) maintain contact with friends and extended family members,

(ii) continue to attend the same school, or

(iii) continue to reside in the same community.

(i) soit rester en contact avec des amis et des membres de la famille élargie,

(ii) soit continuer de fréquenter la même école,

(iii) soit continuer de résider dans la même communauté.

(5) S'il n'est pas possible ou s'il n'est pas dans l'intérêt supérieur de l'enfant de placer l'enfant conformément au paragraphe (3) et si l'enfant est un enfant autochtone, l'enfant est placé par le directeur :

a) soit auprès d'une personne qui est membre de la première nation du Yukon dont est membre l'enfant;

b) soit auprès d'une personne qui fait partie d'un groupe, d'une communauté ou d'un peuple autochtones dont fait partie l'enfant.

(6) S'il n'est pas possible ou s'il n'est pas dans l'intérêt supérieur de l'enfant autochtone de le placer, d'abord, conformément au paragraphe (3) et, ensuite, conformément au paragraphe (5), le placement de l'enfant tient alors compte des facteurs suivants :

a) s'il existe un endroit où l'enfant pourrait résider avec une personne autochtone;

b) s'il existe un endroit où l'enfant peut :

(i) soit rester en contact avec des amis et des membres de la famille élargie,

(ii) soit continuer de fréquenter la même école,

(iii) soit continuer de résider dans la même communauté.

(7) All things otherwise being equal, priority is to be given to placing the child with any siblings.

(8) Despite anything in this section, the placement of a child must be consistent with the best interests of the child.

(9) For the purposes of this section, a "sibling" includes a person whom the child or their parent considers to be a sibling or to have a sibling-like relationship with the child, whether or not the person ordinarily resides with the child.

(7) Toutes choses étant par ailleurs égales, l'enfant est placé en priorité auprès de ses frères ou sœurs.

(8) Malgré les autres dispositions du présent article, le placement de l'enfant doit être compatible avec l'intérêt supérieur de l'enfant.

(9) Pour l'application du présent article, est assimilée à un frère ou une sœur toute personne que l'enfant ou son parent estime être un frère ou une sœur, ou estime avoir avec l'enfant des rapports de nature fraternelle, que la personne réside habituellement avec l'enfant ou non.

Section 91 amended

77(1) **In the English version of subsection 91(4), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In subsection 91(6), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 91

77(1) **Dans la version anglaise du paragraphe 91(4), l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».**

(2) **Au paragraphe 91(6), l'expression « doit, le cas échéant, être exécuté » est remplacée par l'expression « est exécuté »**.

Section 92 amended

78 In the English version of section 92, the expression "No person shall**" is replaced with the expression "**A person must not**"**.

Modification de l'article 92

78 Dans la version anglaise de l'article 92, l'expression « No person shall » est remplacée par l'expression « A person must not ».

Section 94 amended

79(1) **Subsection 94(2) is replaced with the following:**

(2) Despite any provision of this Act and subject to the regulations, the director of family and children's services may arrange for an equivalent officer or authority in another province, territory, Yukon First Nation, Indigenous governing body, country or state to have the care or custody of a child, or any other right, power, duty, responsibility or function that the director of family and children's services has under this Act.

Modification de l'article 94

79(1) **Le paragraphe 94(2) est remplacé par ce qui suit :**

(2) Malgré toute autre disposition de la présente loi et sous réserve des règlements, le directeur des services à la famille et à l'enfance peut prendre des mesures pour qu'un agent ou organisme équivalent de tout autre province, territoire, première nation du Yukon, corps dirigeant autochtone, pays ou état se voit confier les soins ou la garde de l'enfant, ou tout autre droit ou toute autre attribution que la présente loi confère au

directeur des services à la famille et à l'enfance.

(2) **Subsection 94(3) is repealed.**

(2) **Le paragraphe 94(3) est abrogé.**

(3) **In subsection 94(4)**

(3) **Le paragraphe 94(4) est modifié comme suit :**

(a) the expression "First Nation**" is replaced with the expression "**Yukon First Nation**";**

a) l'expression « **Première nation, **» est remplacée par l'expression « **première nation du Yukon **»;

(b) the expression ", Indigenous governing body**" is added after the expression "**First Nation**"; and**

b) l'expression « **, d'un corps dirigeant autochtone **» est insérée après l'expression « **première nation du Yukon **»;

(c) in the English version, the second mention of the expression "services" **is repealed.**

c) dans la version anglaise, la deuxième mention de l'expression « **services **» est abrogée.

(4) **The following subsection is added after subsection 94(5):**

(4) **Le paragraphe qui suit est ajouté après le paragraphe 94(5) :**

(6) In this section, "an equivalent officer or authority" means one whose powers, duties and functions are similar to those of the director of family and children's services.

(6) Au présent article, « agent ou organisme équivalent » s'entend de celui dont les attributions sont similaires à celles du directeur des services à la famille et à l'enfance.

Section 97 amended

Modification de l'article 97

80(1) **In the portion of section 97 before paragraph (a), the expression "**shall**", is replaced with the expression "**must**".**

80(1) **Dans le passage introductif de l'article 97, l'expression « **doit prendre **» est remplacée par l'expression « **prend **».**

(2) **The following paragraph is added after paragraph 97(a):**

(2) **L'alinéa qui suit est inséré après l'alinéa 97a) :**

(a.01) if the child or a parent of the child is an Indigenous person provide information about the adoption and the alternatives to adoption

a.01) si l'enfant ou un parent de l'enfant est une personne autochtone, fournir des renseignements au sujet de l'adoption et des alternatives à l'adoption, à la fois :

(i) to each Yukon First Nation, if any, of which the child or their parent is a member, and

(i) à chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant ou le parent,

(ii) to the Indigenous governing body authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people

(ii) au corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple

to whom the child or their parent belongs;

autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent;

Section 98 amended

81(1) **The heading before section 98 is replaced with the following:**

Planning for adoption

(2) **In subsection 98(1), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(3) **Subsection 98(2) is replaced with the following:**

(2) When a child has been placed for the purpose of adoption with a director or an adoption agency by a birth parent or other person who has custody of the child, if the child or a parent of the child is an Indigenous person, the director or adoption agency must, involve the following persons before they place the child for adoption:

(a) an authorized representative of each Yukon First Nation, if any, of which the child or their parent is a member;

(b) an authorized representative of the Indigenous governing body that is authorized to act on behalf of each Indigenous group, community or people to which the child or their parent belongs.

(4) **Subsection 98(3) is repealed.**

Section 99 amended

82 In the English version of subsection 99(1) and of the portion of subsection 99(2) before paragraph (a), the expression "shall**", is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 98

81(1) **L'intertitre qui précède l'article 98 est remplacé par ce qui suit :**

Planification en vue de l'adoption

(2) **Au paragraphe 98(1), l'expression « **doivent contenir **» est remplacée par l'expression « **contiennent **».**

(3) **Le paragraphe 98(2) est remplacé par ce qui suit :**

(2) Lorsque l'enfant a été placé, en vue de son adoption, auprès d'un directeur ou d'une agence d'adoption par un parent biologique ou une autre personne qui en a la garde, si l'enfant ou un parent de l'enfant est une personne autochtone, le directeur ou l'agence d'adoption implique les personnes suivantes avant de placer l'enfant en vue de son adoption :

a) un représentant autorisé de chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant ou le parent;

b) un représentant autorisé du corps dirigeant autochtone qui est autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent.

(4) **Le paragraphe 98(3) est abrogé.**

Modification de l'article 99

82 Dans la version anglaise du paragraphe 99(1) et du passage introductif du paragraphe 99(2), l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **».

Section 101 amended

83 In the English version of section 101, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 103 amended

84(1) **Subsection 103(1) is replaced with the following:**

(1) If a child is not in the continuing custody of a director under Part 3, the consents of each of the following persons is required for a child's adoption:

(a) the child, if the child is 12 years of age or older;

(b) the birth mother;

(c) the father;

(d) any person who has custody of the child.

(2) **Subsection 103(3) is replaced with the following:**

(3) If a child is in the continuing custody of a director under Part 3, the consents of each of the following persons is required for a child's adoption:

(a) the director;

(b) the child, if the child is 12 years of age or older;

(c) if the child or a parent of the child is an Indigenous person

(i) each Yukon First Nation, if any, of which the child or their parent is a member, and

(ii) the Indigenous governing body that is authorized to act on behalf of each Indigenous group,

Modification de l'article 101

83 Dans la version anglaise de l'article 101, l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».

Modification de l'article 103

84(1) **Le paragraphe 103(1) est remplacé par ce qui suit :**

(1) Si l'enfant n'est pas sous la garde permanente d'un directeur que prévoit la partie 3, le consentement de chacune des personnes suivantes est requis en vue de son adoption :

a) l'enfant, s'il est âgé d'au moins 12 ans;

b) la mère biologique;

c) le père;

d) toute personne qui a la garde de l'enfant.

(2) **Le paragraphe 103(3) est remplacé par ce qui suit :**

(3) Si l'enfant est sous la garde permanente d'un directeur que prévoit la partie 3, le consentement de chacune des personnes suivantes est requis en vue de son adoption :

a) le directeur;

b) l'enfant, s'il est âgé d'au moins 12 ans.

c) si l'enfant ou un parent de l'enfant est une personne autochtone, à la fois :

(i) chaque première nation du Yukon, le cas échéant, dont est membre l'enfant ou le parent,

(ii) le corps dirigeant autochtone autorisé à agir au nom de chaque groupe, communauté ou peuple

community or people to which the child or their parent belongs.

(3) **In the French version of subsection 103(4), the expression "**le père ou la mère**" is replaced with the expression "**le parent**".**

Section 106 amended

85 In the portion of section 106 before paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 107 amended

86 The following subsection is added after subsection 107(1):

(1.01) Despite subsection 107(1), the court may not dispense with the consent of a Yukon First Nation or Indigenous governing body required under paragraph 103(3)(c).

Section 108 amended

87(1) **In subsection 108(2), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In the English version of subsection 108(3), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 111 amended

88 In subsection 111(3), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 114 amended

89 In section 114, the expression "with a caregiver**" is replaced with the expression "**in a 24/7 facility or home**".**

autochtones dont fait partie l'enfant ou le parent.

(3) **Dans la version française du paragraphe 103(4), l'expression «** le père ou la mère **» est remplacée par l'expression «** le parent **».**

Modification de l'article 106

85 Dans le passage introductif de l'article 106, l'expression « doit respecter **» est remplacée par l'expression «** respecte **».**

Modification de l'article 107

86 Le paragraphe qui suit est inséré après le paragraphe 107(1) :

(1.01) Malgré le paragraphe 107(1), le tribunal ne peut dispenser du consentement d'une première nation du Yukon ou d'un corps dirigeant autochtone requis en vertu de l'alinéa 103(3)c).

Modification de l'article 108

87(1) **Au paragraphe 108(2), l'expression «** doit déployer **» est remplacée par l'expression «** déploie **».**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 108(3), l'expression «** shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

Modification de l'article 111

88 Au paragraphe 111(3), l'expression « doit être signifié **» est remplacée par l'expression «** est signifié **».**

Modification de l'article 114

89 À l'article 114, l'expression « d'un gardien **» est remplacée par l'expression «** dans un établissement ou foyer accessible en tout temps **».**

Section 116 amended

90(1) **In the English version of subsection 116(3), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In the English version of subsection 116(4), the expression "**shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

(3) **In the English version of subsection 116(6), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 117 amended

91 In the English version of subsections 117(1) and (2), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 118 amended

92 In the French version of paragraph 118(1)(e), the expression "le père ou la mère**" is replaced with the expression "**un parent**".**

Section 119 amended

93 In the portion of section 119 before paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 120 amended

94 In the English version of the portion of section 120 before paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 125 amended

95 In the French version of paragraph 125(1)(c), the expression "le père ou la mère**" is replaced with the expression "**parent**".**

Modification de l'article 116

90(1) **Dans la version anglaise du paragraphe 116(3), l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 116(4), l'expression « shall not » est remplacée par l'expression « must not ».**

(3) **Dans la version anglaise du paragraphe 116(6), l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».**

Modification de l'article 117

91 Dans la version anglaise des paragraphes 117(1) et (2), l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».

Modification de l'article 118

92 Dans la version française de l'alinéa 118(1)e), l'expression « le père ou la mère » est remplacée par l'expression « un parent ».

Modification de l'article 119

93 Dans le passage introductif de l'article 119, l'expression « doivent accompagner » est remplacée par l'expression « accompagnent ».

Modification de l'article 120

94 Dans la version anglaise du passage introductif de l'article 120, l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».

Modification de l'article 125

95 Dans la version française de l'alinéa 125(1)c), l'expression « le père ou la mère » est remplacée par l'expression « parent ».

Section 127 amended

96 In section 127, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 127

96 À l'article 127, l'expression « doivent déployer **» est remplacée par l'expression «** déploient **».**

Section 129 amended

97 In subsection 129(1), the expression "shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

Modification de l'article 129

97 Au paragraphe 129(1), l'expression « ne doit pas être **» est remplacée par l'expression «** ne peut être **».**

Section 131 amended

98 In the English version of the portion of subsection 131(1) before paragraph (a) and of subsections (2) and (3), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 131

98 Dans la version anglaise du passage introductif du paragraphe 131(1), et des paragraphes (2) et (3), l'expression « shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

Section 132 amended

99(1) **In the English version of subsections 132(1), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 132

99(1) **Dans la version anglaise du paragraphe 132(1), l'expression «** shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

(2) **In the English version of subsection 132(2), the expression "**shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 132(2), l'expression «** shall not **» est remplacée par l'expression «** must not **».**

(3) **In the English version of subsection 132(3)**

(a) the expression "shall seal**" is replaced with the expression "**must seal**"; and**

(b) the expression "shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

(3) **La version anglaise du paragraphe 132(3) est modifiée comme suit :**

a) l'expression « shall seal **» est remplacée par l'expression «** must seal **»;**

b) l'expression « shall not **» est remplacée par l'expression «** must not **».**

Section 134 amended

100 In subsection 134(1), the expression "First Nation**" is replaced with the expression "**Yukon First Nation or an Indigenous group, community or people**".**

Modification de l'article 134

100 Au paragraphe 134(1), l'expression « Première nation **» est remplacée par l'expression «** première nation du Yukon ou d'un groupe, d'une communauté ou d'un peuple autochtones **».**

Section 135 amended

101(1) **In subsection 135(1), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In the English version of the portion of subsection 135(2) before paragraph (a), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 136 amended

102 In the English version of subsection 136(3), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 138 amended

103 In paragraph 138(2)(b), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 139 amended

104 Section 139 is replaced with the following:

Disclosure in the interest of a child

139(1) A director may disclose identifying information respecting a person to another person if the disclosure is necessary

(a) for the safety, health or well-being of a child in respect of whom an adoption order has been made; or

(b) for the purpose of allowing a child in respect of whom an adoption order has been made to receive a benefit.

(2) If identifying information is disclosed under subsection (1), the director must make all reasonable efforts to notify the person being identified.

Modification de l'article 135

101(1) **Au paragraphe 135(1), l'expression « **doivent obtenir **» est remplacée par l'expression « **obtiennent **».**

(2) **Dans la version anglaise du passage introductif du paragraphe 135(2), l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **».**

Modification de l'article 136

102 Dans la version anglaise du paragraphe 136(3), l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **».

Modification de l'article 138

103 À l'alinéa 138(2)b), l'expression « **doit, si les deux parties souhaitent partager des renseignements nominatifs, divulguer **» est remplacée par l'expression « **si les deux parties souhaitent partager des renseignements nominatifs, divulgue **».

Modification de l'article 139

104 L'article 139 est remplacé par ce qui suit :

Divulgation dans l'intérêt de l'enfant

139(1) Un directeur peut divulguer des renseignements nominatifs concernant une personne à une autre personne si la divulgation est nécessaire :

a) soit pour la sécurité, la santé ou le bien-être de l'enfant visé dans l'ordonnance d'adoption;

b) soit afin de permettre à l'enfant visé dans l'ordonnance d'adoption de recevoir un avantage.

(2) Si des renseignements nominatifs sont divulgués en vertu du paragraphe (1), le directeur déploie tous les efforts raisonnables pour aviser la personne que concernent les renseignements nominatifs.

Section 140 amended

105 In the English version of the portion of paragraph 140(2) before paragraph (a), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 140

105 Dans la version anglaise du passage introductif du paragraphe 140(2), l'expression « **shall » est remplacée par l'expression « **must **».**

Section 141 amended

106 In the English version of the portion of subsection 141(2) before paragraph (a) and subsection 141(3), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 141

106 Dans la version anglaise du passage introductif du paragraphe 141(2) et du paragraphe 141(3), l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **».

Section 143 amended

107(1) **In the English version of subsections 143(2) and (4), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In subsection 143(7), the expression "**shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

Modification de l'article 143

107(1) **Dans la version anglaise des paragraphes 143(2) et (4), l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **».**

(2) **Au paragraphe 143(7), l'expression « **ne doit divulguer **» est remplacée par l'expression « **ne peut divulguer **».**

Section 144 amended

108(1) **In the English version of subsection 144(3) and the portion of subsection 144(4) before paragraph (a) the expression "**shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

(2) **In the English version of subsection 144(6), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 144

108(1) **Dans la version anglaise du paragraphe 144(3) et du passage introductif du paragraphe 144(4) , l'expression « **shall not **» est remplacée par l'expression « **must not **».**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 144(6) , l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **».**

Section 146 amended

109 In the English version of subsection 146(2), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 146

109 Dans la version anglaise du paragraphe 146(2), l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **».

Section 147 amended

110(1) **In the English version of subsections 147(5) and (7), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 147

110(1) **Dans la version anglaise des paragraphes 147(5) et (7), l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **».**

(2) **In the English version of subsection 147(9) the expression "**shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

(3) **In the English version of subsection 147(9), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 148 amended

111 In the English version of subsection 148(2), the expression "shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

Section 152 amended

112 In the English version of subsections 152(1), (2) and (3), the expression "shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

Section 153 amended

113 In the English version of the portion of subsection 153(1) before paragraph (a), the expression "shall not**" is replaced with the expression "**must not**".**

Section 154 amended

114 In the English version of subsection 154(1), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 155 amended

115 In the English version of the portion of section 155 before paragraph (a), the expression "shall not**"is replaced with the expression "**must not**".**

Section 159 amended

116 In the English version of section 159, the expression "shall be deemed**", wherever it occurs, is replaced with the expression "**is considered**".**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 147(9), l'expression « **shall not **» est remplacée par l'expression « **must not **».**

(3) **Dans la version anglaise du paragraphe 147(9), l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **».**

Modification de l'article 148

111 Dans la version anglaise du paragraphe 148(2), l'expression « **shall not **» est remplacée par l'expression « **must not **».

Modification de l'article 152

112 Dans la version anglaise des paragraphes 152(1), (2) et (3), l'expression « **shall not **» est remplacée par l'expression « **must not **».

Modification de l'article 153

113 Dans la version anglaise du passage introductif du paragraphe 153(1), l'expression « **shall not **» est remplacée par l'expression « **must not **».

Modification de l'article 154

114 Dans la version anglaise du paragraphe 154(1), l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **».

Modification de l'article 155

115 Dans la version anglaise du passage introductif de l'article 155, l'expression « **shall not **» est remplacée par l'expression « **must not **».

Modification de l'article 159

116 Dans la version anglaise de l'article 159, l'expression « **shall be deemed **» est remplacée, à chaque occurrence, par l'expression « **is considered **».

Section 160 amended

117(1) **In subsection 160(2) and in the portion of subsection 160(3) before paragraph (a), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In the English version of subsection 160(4), paragraph 160(5)(a) and subsection 160(6), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 160

117(1) **Aux paragraphes 160(2) et dans le passage introductif du paragraphe 160(3), les expressions «** doivent être donnés **» et «** qui suivent doivent notamment être fournis **» sont remplacées, respectivement, par les expressions «** sont donnés **» et «** fournis comprennent notamment les suivants **».**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 160(4), de l'alinéa 160(5)a) et du paragraphe 160(6), l'expression «** shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

Section 161 amended

118 In section 161

(a) the expression "No**" is replaced with the expression "**A**"; and**

(b) the expression "shall**" is replaced with the expression "**must not**".**

Modification de l'article 161

118 L'article 161 est modifié comme suit :

a) l'expression « Aucun enfant **» est remplacée par l'expression «** L'enfant **»;**

b) l'expression « ne doit **» est remplacée par l'expression «** ne peut **».**

Section 162 amended

119(1) **In the English version of subsection 162(1), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In the English version of subsection 162(2)**

(a) the expression "No**" is replaced with the expression "**A**"; and**

(b) the expression "shall**" is replaced with the expression "**must not**".**

Modification de l'article 162

119(1) **Dans la version anglaise du paragraphe 162(1), l'expression «** shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

(2) **La version anglaise du paragraphe 162(2) est modifiée comme suit :**

a) l'expression « No **» est remplacée par l'expression «** A **»;**

b) l'expression « shall **» est remplacée par l'expression «** must not **».**

Section 163 amended

120 In section 163, the expression "shall**" is replaced with the expression "**is to**".**

Modification de l'article 163

120 À l'article 163, l'expression « doit en répondre » **est remplacée par l'expression «** en répond **».**

Section 165 amended

121(1) **Subsection 165(1) is replaced with the following:**

(1) The Minister may, for children who are in the care or custody of a director, establish, operate and provide 24/7 facilities or homes, being places where the children reside and are provided with all-day care and supports.

(2) **In the French version of the portion of subsection 165(2) before paragraph (a), the expression "**constituer, administrer**" is replaced with the expression "**mettre sur pied, exploiter".

(3) **In subsection 165(3), the expression "**residential facilities**" is replaced with the expression "**24/7 facilities or homes.**"**

(4) **Subsection 165(4) is replaced with the following:**

(4) Any 24/7 facility or home or services for children established, operated or provided by the Minister or on behalf of the Minister must be supervised by a director.

(5) **Subsection 165(5) is replaced with the following:**

(5) A 24/7 facility or home must comply with with any regulations made under Part 9 that prescribe standards of care and accommodation for the establishment of 24/7 facilities or homes.

Section 166 amended

122 In section 166

Modification de l'article 165

121(1) **Le paragraphe 165(1) est remplacé par ce qui suit :**

(1) Le ministre peut, pour les enfants qui sont sous les soins ou la garde d'un directeur, mettre sur pied, exploiter et fournir des établissements ou foyers accessibles en tout temps, soit des endroits où les enfants résident et où leur sont fournis des soins et un soutien jour et nuit.

(2) **Dans la version française du passage introductif du paragraphe 165(2), l'expression « **constituer, administrer **» est remplacée par l'expression « **mettre sur pied, exploiter **».**

(3) **Au paragraphe 165(3), l'expression « **d'établissements résidentiels **» est remplacée par l'expression « **des établissements ou foyers accessibles en tout temps **».**

(4) **Le paragraphe 165(4) est remplacé par ce qui suit :**

(4) Tous établissements ou foyers accessibles en tout temps ou services destinés aux enfants mis sur pied, exploités ou fournis par le ministre ou en son nom sont supervisés par un directeur.

(5) **Le paragraphe 165(5) est remplacé par ce qui suit :**

(5) Les établissements ou foyers accessibles en tout temps respectent tous règlements pris en vertu de la partie 9 qui prévoient des normes de soins et d'hébergement applicables à la mise sur pied de tels établissements ou foyers.

Modification de l'article 166

122 L'article 166 est modifié comme suit :

(a) in paragraph (a), the expression "First Nation**" is replaced with the expression "** Yukon First Nation**"; and**

(b) the following paragraph is added after paragraph (a):

(a.01) an Indigenous governing body;

Section 167 amended

123 In the English version of subsections 167(4), (6) and (7), the expression "shall**" is replaced, wherever it occurs, with the expression "**must**".**

Heading for Part 7, Division 2 amended

124 In the heading for Division 2 of Part 7, the expression "FIRST NATION SERVICE AUTHORITIES**" is replaced with the expression "**YUKON FIRST NATION SERVICE AUTHORITIES **".**

Section 168 amended

125(1) **Subsection 168(1) is replaced with the following:**

(1) The Minister

(a) must, at the request of a Yukon First Nation enter into negotiations with the Yukon First Nation or other legal entity, respecting the proposed designation of a Yukon First Nation service authority to provide services under this Act; and

(b) may enter into an agreement with the Yukon First Nation or other legal entity respecting the proposed designation of a Yukon First Nation service authority to provide services under this Act.

a) à l'alinéa a), l'expression « Première nation **» est remplacée par l'expression «** première nation du Yukon **»;**

b) l'alinéa qui suit est inséré après l'alinéa a) :

a.01) un corps dirigeant autochtone;

Modification de l'article 167

123 Dans la version anglaise des paragraphes 167(4), (6) et (7), l'expression « shall » **est remplacée, à chaque occurrence, par l'expression «** must **».**

Modification de l'intertitre de la section 2 de la partie 7

124 Dans l'intertitre de la section 2 de la partie 7, l'expression « AGENCES PRESTATAIRES DE SERVICES DES PREMIÈRES NATIONS **» est remplacée par l'expression «** AUTORITÉS PRESTATAIRES DES PREMIÈRES NATIONS DU YUKON **».**

Modification de l'article 168

125(1) **Le paragraphe 168(1) est remplacé par ce suit :**

(1) Le ministre :

a) d'une part, à la demande d'une première nation du Yukon, entame des négociations avec la première nation du Yukon ou une autre entité juridique relativement à la proposition de désignation d'une autorité prestataire de services d'une première nation du Yukon chargée de fournir des services sous le régime de la présente loi;

b) d'autre part, peut conclure une entente avec la première nation du Yukon ou une autre entité juridique relativement à la proposition de désignation d'une autorité prestataire de services d'une première nation du Yukon

chargée de fournir des services sous le régime de la présente loi.

(2) **In the portion of subsection 168(2) before paragraph (a), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **Dans le passage introductif du paragraphe 168(2), l'expression « **doit contenir **» est remplacée par l'expression « **contient **».**

Section 169 amended

126 Section 169 is replaced with the following:

Designation of Yukon First Nation service authority

169 Following the entering into of an agreement under paragraph 168(1)(b) and upon the recommendation of the Minister, the Commissioner in Executive Council may designate a Yukon First Nation or other legal entity as a Yukon First Nation service authority as set out in the Order-in-Council making the designation.

Remplacement de l'article 169

126 L'article 169 est remplacé par ce qui suit :

Désignation d'une autorité prestataire de services d'une première nation du Yukon

169 Suite à la conclusion d'une entente en vertu de l'alinéa 168(1)b) et sur la recommandation du ministre, le commissaire en Conseil exécutif peut désigner une première nation du Yukon ou une autre entité juridique à titre d'autorité prestataire de services d'une première nation du Yukon, selon le décret de désignation.

Section 170 amended

127 Section 170 is replaced with the following:

Responsibilities of Yukon First Nation service authority

170 A Yukon First Nation service authority is responsible for administering and providing for the delivery of services in accordance with the Order-in-Council designating the authority, subject to this Act and any regulations made under this Act.

Remplacement de l'article 170

127 L'article 170 est remplacé par ce qui suit :

Responsabilités d'une autorité prestataire de services d'une première nation du Yukon

170 Toute autorité prestataire de services d'une première nation du Yukon est responsable de l'administration et de la prestation de services en conformité avec le décret de désignation qui la vise et sous réserve des dispositions de la présente loi et des règlements pris en vertu de celle-ci.

Section 171 amended

128 In section 171, the expression "First Nation service authority**" is replaced , wherever it occurs, with the expression "**Yukon First Nation service authority**".**

Modification de l'article 171

128 À l'article 171, l'expression « **agence prestataire de services d'une Première nation **» est remplacée, à chaque occurrence, par l'expression « **autorité prestataire de services d'une première nation du Yukon **».

Section 172 amended

129(1) **In subsections 172(2) and (3), the expression "**First Nation service authority**" is replaced with the expression "**Yukon First Nation service authority**".**

(2) **Subsection 172(4) is repealed.**

Section 173 amended

130 In paragraphs 173(1)(c) and (d), the expression "First Nation service authority**" is replaced with the expression "**Yukon First Nation service authority**".**

Section 174 amended

131(1) **In the English version of subsections 174(1) and (2), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In the English version of subsection 174(3), the expression "**shall be and perform**" is replaced with the expression "**is to be and must perform**".**

Section 175 amended

132 In subsection 175(2), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 176 amended

133 In subsection 176(3)

(a) in the English version, the expression "shall not**" is replaced with the expression "**must not**"; and**

(b) in the French version, the expression "garde temporaire**" is replaced with the expression "**garde provisoire**".**

Modification de l'article 172

129(1) **Aux paragraphes 172(2) et (3), l'expression «** agence prestataire de services d'une Première nation **» est remplacée par l'expression «** autorité prestataire de services d'une première nation du Yukon **».**

(2) **Le paragraphe 172(4) est abrogé.**

Modification de l'article 173

130 Aux alinéas 173(1)c) et d), l'expression « autorité prestataire de services d'une Première nation **» est remplacée par l'expression «** autorité prestataire de services d'une première nation du Yukon **».**

Modification de l'article 174

131(1) **Dans la version anglaise des paragraphes 174(1) et (2), l'expression «** shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 174(3), l'expression «** shall be and perform **» est remplacée par l'expression «** is to be and must perform **».**

Modification de l'article 175

132 Au paragraphe 175(2), l'expression « doit travailler **» est remplacée par l'expression «** travaille **».**

Modification de l'article 176

133 Le paragraphe 176(3) est modifié comme suit :

a) dans la version anglaise, l'expression « shall not **» est remplacée par l'expression «** must not **»;**

b) dans la version française, l'expression « garde temporaire **» est remplacée par l'expression «** garde provisoire **».**

Section 177 amended

134 In the English version of subsection 177(2), the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Modification de l'article 177

134 Dans la version anglaise du paragraphe 177(2), l'expression « shall » est remplacée par l'expression « must ».

Section 178 amended

135(1)**In subsection 178(2)**

(a) paragraph (e) is replaced with the following paragraph:

(e) necessary for the involvement of a Yukon First Nation or an Indigenous governing body in planning for or proceedings in respect of an Indigenous child, or a child whose parent is an Indigenous person;

(b) in paragraph (f)

(i) the expression "family conference or other cooperative planning process**" is replaced with the expression "**collaborative planning process**", and**

(ii) the expression "mediation or other**" is replaced with the expression "**or an**".**

(2) **Subsection 178(3) is repealed.**

Modification de l'article 178

135(1) **Le paragraphe 178(2) est modifié comme suit :**

a) l'alinéa e) est remplacé par ce qui suit :

e) est nécessaire en vue de la participation d'une première nation du Yukon ou d'un corps dirigeant autochtone à la planification ou à toute instance relative à l'enfant autochtone, ou à l'enfant dont un parent est une personne autochtone;

b) l'alinéa f) est modifié comme suit :

(i) l'expression « d'une conférence familiale ou d'une autre processus de planification coopérative » est remplacée par l'expression « d'un processus de planification collaborative »,

(ii) l'expression « , d'une médiation ou d'un autre » est remplacée par l'expression « ou d'un ».

(2) **Le paragraphe 178(3) est abrogé.**

Section 179 amended

136(1) **In the English version of subsection 179(1),**

(a) the expression "no**" is repealed; and**

(b) the expression "shall be disclosed**"is replaced with the expression "**must not be disclosed**".**

(2) **In the English version of the portion of subsection 179(2) before**

Modification de l'article 179

136(1) **La version anglaise du paragraphe 179(1) est modifiée comme suit :**

a) l'expression « no » est abrogée;

b) l'expression « shall be disclosed » est remplacée par l'expression « must not be disclosed ».

(2) **Dans la version anglaise du passage introductif du paragraphe 179(2),**

paragraph (a), the expression "no person shall" **is replaced with the expression "**a person must not**".**

l'expression « **no person shall **» est remplacée par l'expression « **a person must not **».

Section 180 amended

Remplacement de l'article 180

137 Section 180 is replaced with the following:

137 L'article 180 est remplacé par ce qui suit :

Scope and application of sections 177 to 179

Portée et application des articles 177 à 179

180(1) Information referred to in sections 177 to 179 includes personal information within the meaning of the *Access to Information and Protection of Privacy Act* and personal health information within the meaning of the *Health Information Privacy and Management Act*.

180(1) Les renseignements mentionnés aux articles 177 à 179 comprennent notamment les renseignements personnels au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et les renseignements médicaux personnels au sens de la *Loi sur la protection et la gestion des renseignements médicaux*.

(2) Sections 177 to 179 apply despite any provision of the *Access to Information and Protection of Privacy Act* and the *Health Information Privacy and Management Act.*

(2) Les articles 177 à 179 s'appliquent malgré les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et la *Loi sur la protection et la gestion des renseignements médicaux*.

(3) Sections 177 to 179 are subject to section 132 and do not apply to the disclosure of identifying information under Division 6 of Part 5.

(3) Les articles 177 à 179 sont assujettis à l'article 132 et ne s'appliquent pas à la divulgation de renseignements nominatifs sous le régime de la section 6 de la partie 5.

Section 183 amended

Modification de l'article 183

138(1) **In the English version of subsections 183(1), (2), and (3) the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

138(1) **Dans la version anglaise des paragraphes 183(1), (2) et (3), l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **».**

(2) **In 183(4)**

(2) **Le paragraphe 183(4) est modifié comme suit :**

(a) in the English version, the expression "shall**" is replaced with the expression "**must**"; and**

a) dans la version anglaise, l'expression « **shall **» est remplacée par l'expression « **must **»;

(b) in paragraph (b), the expression "First Nations **" is replaced with the expression "**Yukon First Nations**".**

b) à l'alinéa b), l'expression « **Premières nations **» est remplacée par l'expression « **premières nations du Yukon **».

(3) **In the English version of subsections 183(5) and (6), the**

(3) **Dans la version anglaise des paragraphes 183(5) et (6), l'expression**

expression "shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 184 amended

139(1) **In subsections 184(1) and (2), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In the English version of subsection 184(3), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 185 amended

140(1) **In subsection 185(1), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

(2) **In the English version of subsection 185(2), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 186 repealed

141 Section 186 is repealed.

Section 187 amended

142 Section 187 is replaced with the following:

Annual Report

187(1) A director must prepare and submit to the Minister an annual report relating to the provision of the director's services under this Act.

(2) The Minister must make the annual report publicly available by publishing it on the Government of Yukon website.

(3) The annual report must contain the following information for the period covered by the report,

« **shall » est remplacée par l'expression « **must** ».**

Modification de l'article 184

139(1) **Aux paragraphes 184(1) et (2), les expressions « **doit prévoir** » et « **doit répondre » **sont remplacées, respectivement, par les expressions « **prévoit » **et « **répond **».**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 184(3), l'expression « **shall** » est remplacée par l'expression « **must** ».**

Modification de l'article 185

140(1) **Au paragraphe 185(1), l'expression « **doit respecter** » est remplacée par l'expression « **respecte** ».**

(2) **Dans la version anglaise du paragraphe 185(2), l'expression « **shall** » est remplacée par l'expression « **must** ».**

Abrogation de l'article 186

141 L'article 186 est abrogé.

Remplacement de l'article 187

142 L'article 187 est remplacé par ce qui suit :

Rapport annuel

187(1) Un directeur rédige et soumet au ministre un rapport annuel concernant la prestation de ses services sous le régime de la présente loi.

(2) Le ministre rend le rapport annuel accessible au public en le publiant sur le site Web du gouvernement du Yukon.

(3) Le rapport annuel renferme les renseignements suivants pour la période qu'il vise :

(a) the number of children who received services under this Act;

(b) the number of children that received intervention services;

(c) the number of children referred to in paragraphs (a) and (b) who are Indigenous children;

(d) the number of Indigenous children referred to in paragraph (c) who are a member of a Yukon First Nation.

a) le nombre d'enfants qui ont reçu des services sous le régime de la présente loi;

b) le nombre d'enfants qui ont reçu des services d'intervention;

c) le nombre d'enfants parmi ceux mentionnés aux alinéas a) et b) qui sont des enfants autochtones;

d) le nombre d'enfants autochtones parmi ceux mentionnés à l'alinéa c) qui sont membres d'une première nation du Yukon.

(4) The annual report must not contain any information that could identify a child or other person.

(4) Le rapport annuel ne peut renfermer aucun renseignement susceptible d'identifier un enfant ou une autre personne.

(5) For the purposes of this section, "intervention services" means services provided to a child or their parents when the child is brought into the care or custody of a director.

(5) Pour l'application du présent article, constituent des services d'intervention les services fournis à l'enfant ou à ses parents lorsque l'enfant est confié aux soins ou à la garde d'un directeur.

Agreements to share information

Ententes de communication des renseignements

187.01(1) For the purpose of sharing information respecting the provision of programs and services under this Act, the director of family and children's services may enter into an agreement with

187.01(1) Afin de communiquer des renseignements concernant la prestation de programmes et de services sous le régime de la présente loi, le directeur des services à la famille et à l'enfance peut conclure une entente avec les entités suivantes :

(a) a Yukon First Nation;

(b) an Indigenous governing body,

(c) the Government of Canada, or

(d) the government of a territory or province.

a) toute première nation du Yukon;

b) tout corps dirigeant autochtone;

c) le gouvernement du Canada;

d) le gouvernement d'un territoire ou d'une province.

(2) An agreement entered into under subsection (1) may provide for the sharing of personal information within the meaning of the *Access to Information and Protection of Privacy Act* and personal health information within the

(2) L'entente conclue en vertu du paragraphe (1) peut prévoir la communication de renseignements personnels au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et de renseignements médicaux

meaning of the *Health Information Privacy and Management Act*.

Section 188 amended

143(1) **In subsection 188(1), the expression "**First Nation service authority**" is replaced with the expression "**Yukon First Nation service authority**".**

(2) **In the English version of paragraph 188(3)(b), the expression "**shall**" is replaced with the expression "**must**".**

Section 189 amended

144 In section 189

(a) in paragraph (a), the expression "family conferences or other cooperative planning processes**" is replaced with the expression "**collaborative planning processes **";**

(b) in paragraph (u), the expression "First Nation service authority**" is replaced with the expression "**Yukon First Nation service authority**";**

(c) in the English version of subparagraph (v)(ii), the expression "or" **is replaced with the expression "**and**";**

(d) in paragraph (w)

(i) the expression "First Nation service authorities**" is replaced with the expression "**Yukon First Nation service authorities**", and**

(ii) the following subparagraph is added after subparagraph (ii):

personnels au sens de la *Loi sur la protection et la gestion des renseignements médicaux*.

Modification de l'article 188

143(1) **Au paragraphe 188(1), l'expression «** autorité prestataire de services d'une Première nation **» est remplacée par l'expression «** autorité prestataire de services d'une première nation du Yukon **».**

(2) **Dans la version anglaise de l'alinéa 188(3)b), l'expression «** shall **» est remplacée par l'expression «** must **».**

Modification de l'article 189

144 L'article 189 est modifié comme suit :

a) à l'alinéa a), l'expression « les conférences familiales et les autres processus de planification coopérative **» est remplacée par l'expression «** les processus de planification collaborative **»;**

b) à l'alinéa u), l'expression « autorité prestataire de services d'une Première nation **» est remplacée par l'expression «** autorité prestataire de services d'une première nation du Yukon **»;**

c) dans la version anglaise du sous-alinéa v)(ii), l'expression « or » **est remplacée par l'expression «** and **»;**

d) l'alinéa w) est modifié comme suit :

(i) l'expression « autorités prestataires de services d'une Première nation **» est remplacée par l'expression «** autorités prestataires de services d'une première nation du Yukon **»,**

(ii) le sous-alinéa qui suit est inséré après le sous-alinéa (ii) :

(ii.01) requirements for short-term placements under subsection 89(2),

(ii.01) les exigences relatives aux placements à court terme en vertu du paragraphe 89(2),

(e) in paragraph (x), the expression "or**" is replaced with the expression "**and**";**

e) à l'alinéa x), l'expression « règles de procédures **» est remplacée par l'expression «** règles et la procédure **»;**

(f) the following paragraph is added after paragraph (jj):

(jj.01) any matters that are not provided for in Part 10.01 and that are necessary for the orderly transition from the application of this Act as it read immediately before the coming into force of the *Act to Amend the Child and Family Services Act (2022)* and the application of this Act as it reads after the coming into force of that amending Act;

f) l'alinéa qui suit est inséré après l'alinéa jj) :

jj.01) toute autre question dont il n'est pas traité à la partie 10.01 et qui est nécessaire pour que la transition de l'application de la présente loi dans sa version avant l'entrée en vigueur de la Loi de 2022 modifiant la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* à l'application de la présente loi dans sa version après l'entrée en vigueur de cette loi modificative soit harmonieuse;

Section 194 amended

145 In the French version of subsection 194(2), the expression "garde temporaire**" is replaced with the expression "**garde provisoire**".**

Modification de l'article 194

145 Dans la version française du paragraphe 194(2), l'expression « garde temporaire **» est remplacée par l'expression «** garde provisoire **».**

Part 11 repealed

146 Part 11 is repealed.

Abrogation de la partie 11

146 La partie 11 est abrogée.

Part heading added

147 The following Part heading is added after section 194:

Insertion d'un intertitre

147 L'intertitre qui suit est inséré après l'article 194 :

PART 10.01

TRANSITIONAL –*ACT TO AMEND THE CHILD AND FAMILY SERVICES ACT (2022)*

PARTIE 10.01

DISPOSITIONS TRANSITOIRES – *LOI DE 2022 MODIFIANT LA LOI SUR LES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE*

Sections 194.01 to 194.14 added

148 The following sections are added after the Part heading "TRANSITIONAL – ACT TO AMEND THE CHILD AND FAMILY SERVICES ACT (2022)":

Insertion des articles 194.01 à 194.14

148 Les articles qui suivent sont insérés après l'intertitre « DISPOSITIONS TRANSITOIRES – LOI DE 2022 MODIFIANT LA LOI SUR LES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE » :

Transitional – amending Act

194.01 In this Part, "former Act" means *the Child and Family Services Act* as it read immediately before the coming into force of the *Act to Amend the Child and Family Services Act (2022)*.

Orders

194.02(1) An order made under paragraph 52(2)(b) of the former Act that is in effect on the coming into force of this subsection is considered to be an order made under paragraph 52(2)(c) of this Act.

(2) An order made under paragraph 52(2)(c) of the former Act that is in effect on the coming into force of this subsection is considered to be an order made under paragraph 52(2)(b) of this Act.

(3) An order made under paragraph 79(3)(b) of the former Act that is in effect on the coming into force of this subsection is considered to be an order made under paragraph 79(3)(c) of this Act.

(4) An order made under paragraph 79(3)(c) of the former Act that is in effect on the coming into force of this subsection is considered to be an order made under paragraph 79(3)(b) of this Act.

Proceedings begun under the former Act

194.03 If an order was made, in respect of a child, under section 52(2) of the former Act based on there being a prima facie case that the child is in need of protective intervention under section 21 of the former Act, a judge must not, after the coming into force of this section, make an order under subsection 57(3) of this Act unless the judge

Dispositions transitoires – loi modificative

194.01 Dans la présente partie, « loi antérieure » s'entend de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* dans sa version avant l'entrée en vigueur de la *Loi de 2022 modifiant la Loi sur les services à l'enfance et à la famille*.

Ordonnances

194.02(1) Les ordonnances rendues en vertu de l'alinéa 52(2)b) de la loi antérieure qui sont en vigueur à l'entrée en vigueur du présent paragraphe sont réputées être des ordonnances rendues en vertu de l'alinéa 52(2)c) de la présente loi.

(2) Les ordonnances rendues en vertu de l'alinéa 52(2)c) de la loi antérieure qui sont en vigueur à l'entrée en vigueur du présent paragraphe sont réputées être des ordonnances rendues en vertu de l'alinéa 52(2)b) de la présente loi.

(3) Les ordonnances rendues en vertu de l'alinéa 79(3)b) de la loi antérieure qui sont en vigueur à l'entrée en vigueur du présent paragraphe sont réputées être des ordonnances rendues en vertu de l'alinéa 79(3)c) de la présente loi.

(4) Les ordonnances rendues en vertu de l'alinéa 79(3)c) de la loi antérieure qui sont en vigueur à l'entrée en vigueur du présent paragraphe sont réputées être des ordonnances rendues en vertu de l'alinéa 79(3)b) de la présente loi.

Instances entamées sous le régime de la loi antérieure

194.03 Si une ordonnance a été rendue, à l'égard d'un enfant, en vertu du paragraphe 52(2) de la loi antérieure sur le fondement qu'il est établi à première vue qu'une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant en vertu de l'article 21 de la loi antérieure, le juge ne peut, après l'entrée en vigueur du présent article, se prévaloir du paragraphe 57(3) pour rendre une

is satisfied the child is in need of protective intervention under section 21 of this Act.

ordonnance, sauf s'il est convaincu qu'une intervention préventive est nécessaire pour l'enfant en vertu de l'article 21 de la présente loi.

Parties to applications referred to in subsections 46(1),(2) and (3)

194.04(1) If on the coming into force of this subsection, an application referred to in subsection 46(1), (2) or (3) of the former Act has been made but the hearing has not been completed, the persons who have a right to be a party to the application are the persons referred to in section 48 of this Act despite not appearing at the commencement of the presentation hearing (unless they were served in accordance with section 47 and did not, having been served, appear).

Parties aux demandes mentionnées aux paragraphes 46(1), (2) et (3)

194.04(1) Si, à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, une demande mentionnée au paragraphe 46(1), (2) ou (3) de la loi antérieure a été présentée mais son audition n'est pas terminée, les personnes qui peuvent être des parties à la demande sont celles mentionnées à l'article 48 de la présente loi même si elles n'ont pas comparu au début de l'audience de présentation (sauf si elles ont reçu signification conformément à l'article 47 et n'ont malgré cela pas comparu).

(2) If the director has not served the documents required to be served under subsection 47(1.02) of this Act on a person who has a right to be a party under subsection (1), the director must immediately serve the notice of application and notice of the time and date and place of the presentation hearing or the protective intervention hearing (as applicable) on the person in accordance with section 47 of this Act.

(2) S'il n'a pas signifié les documents qui doivent l'être en vertu du paragraphe 47(1.02) de la présente loi à toute personne qui peut être une partie en vertu du paragraphe (1), le directeur signifie immédiatement à la personne l'avis de la demande et l'avis de l'heure, de la date et du lieu de l'audience de présentation ou de l'audience relative à une intervention préventive (selon le cas) conformément à l'article 47 de la présente loi.

Right to be present at hearing and make submissions

Droit d'être présent à l'audition et de présenter des observations

194.05(1) If on the coming into force of this subsection, an application referred to in subsection 46(1), (2) or (3) of the former Act has been made but the hearing has not been completed, the persons referred to in section 48.01 of this Act have the right to be present at the hearing and to make submissions.

194.05(1) Si, à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, une demande mentionnée au paragraphe 46(1), (2) ou (3) de la loi antérieure a été présentée mais que son audition n'est pas terminée, les personnes mentionnées à l'article 48.01 de la présente loi ont le droit d'être présentes à l'audition de la demande et de présenter des observations.

(2) If the director has not given notice of the application to a person who has a right under subsection (1) to be present at the hearing of the application and to make submissions to the judge, the director must

(2) S'il n'a pas donné avis de la demande à toute personne qui a le droit en vertu du paragraphe (1) d'être présente à l'audition de la demande et de présenter des observations au juge, le directeur donne

immediately provide notice of the application and notice of the time and date and place of the presentation hearing or the protective intervention hearing (as applicable) to the person in accordance with section 47.01 of this Act.

immédiatement à la personne avis de la demande et avis de l'heure, de la date et du lieu de l'audience de présentation ou de l'audience relative à une intervention préventive (selon le cas) conformément à l'article 47.01 de la présente loi.

Cumulative period of temporary custody order

194.06 If the hearing of an application referred to in subsection 46(1), (2) or (3) or section 60 commenced under the former Act and the judge has not made an order under subsection 57(2) or (3) before the coming into force of this section, any temporary custody order made by the judge must conform to section 61 of this Act.

Période cumulative de l'ordonnance de garde provisoire

194.06 Si l'audition d'une demande mentionnée au paragraphe 46(1), (2) ou (3) ou d'une requête mentionnée à l'article 60 a commencé sous le régime de la loi antérieure et le juge n'a pas rendu d'ordonnance prévue au paragraphe 57(2) ou (3) avant l'entrée en vigueur du présent article, toute ordonnance de garde provisoire que rend le juge doit être conforme à l'article 61 de la présente loi.

Parties to applications under section 60

194.07 If an application was made, in respect of a child, under section 60 of the former Act but the hearing has not been completed on the coming into force of this section, or, after the coming into force of this section the director makes an application under section 60 in respect of a child subject to a supervision or temporary custody order made under the former Act, for the purposes of subsection 60(2), a person who if the application had been made after the coming into force of this section would have had the right under section 48 to be a party to the application for the supervision order or temporary custody order is considered to have been a party to the hearing at which the order was made (whether or not they attended at the presentation hearing) and must be served the documents referred to in paragraphs 60(2)(a) and (b).

Parties aux requêtes en vertu de l'article 60

194.07 Si une requête a été présentée, à l'égard d'un enfant, en vertu de l'article 60 de la loi antérieure mais que son audition n'est pas terminée à l'entrée en vigueur du présent article, ou si, après l'entrée en vigueur du présent article, le directeur présente une requête en vertu de l'article 60 à l'égard d'un enfant assujetti à une ordonnance de supervision ou une ordonnance de garde provisoire rendue sous le régime de la loi antérieure, pour l'application du paragraphe 60(2), toute personne qui, si la requête avait été présentée après l'entrée en vigueur du présent article, aurait pu en vertu de l'article 48 être une partie à la requête en vue d'obtenir l'ordonnance de supervision ou l'ordonnance de garde provisoire est réputée avoir été une partie lors de l'audience au terme de laquelle l'ordonnance a été rendue (qu'elle ait ou non assisté à l'audience de présentation) et doit recevoir signification des documents mentionnés aux alinéas 60(2)a) et b).

Parties to applications under section 67

194.08 If an application was made, in respect of a child, under section 67 of the former Act but the hearing has not been

Parties aux requêtes en vertu de l'article 67

194.08 Si une requête a été présentée, à l'égard d'un enfant, en vertu de l'article 67 de la loi antérieure mais que son audition n'est

completed on the coming into force of this section, or, after the coming into force of this section a parent or any other person makes an application for an order for access under section 67, for the purposes of subsection 67(2), a person who if the application for the order had been made after the coming into force of this section would have had the right under section 48 or 194.07 to be a party to the application following which the continuing custody order was made is to considered to have been a party to the application at which the continuing custody order was made (whether or not they attended at the presentation hearing) and must be served the documents referred to in paragraph 67(2)(b).

pas terminée à l'entrée en vigueur du présent article, ou si, après l'entrée en vigueur du présent article, un parent ou toute autre personne présente une requête en vue d'obtenir une ordonnance accordant des droits d'accès en vertu de l'article 67, pour l'application du paragraphe 67(2), toute personne qui, si la requête en vue d'obtenir l'ordonnance avait été présentée après l'entrée en vigueur du présent article, aurait pu en vertu de l'article 48 ou 194.07 être une partie à la requête au terme de laquelle l'ordonnance de garde permanente a été rendue est réputée avoir été une partie dans le cadre de la requête suite à laquelle l'ordonnance de garde permanente a été accordée (qu'elle ait ou non assisté à l'audience de présentation) et doit recevoir signification des documents mentionnés à l'alinéa 67(2)b).

Parties to applications under section 68

194.09 If an application to vary or terminate the terms and conditions of access or an access order was made under section 68 of the former Act but the hearing has not been completed on the coming into force of this section, or after the coming into force of this section an application is made under section 68 in relation to terms and conditions of access or an access order made under the former Act, for the purposes of subsection 68(2), a person who if the application for the order had been made after the coming into force of this section would have had the right under section 48 or 194.07 to be a party to the application following which the order was made, is considered to have been a party to the hearing at which the order was made (whether or not they attended at the presentation hearing) and must be served the documents referred to in paragraphs 68(2)(a) and (b).

Parties aux requêtes en vertu de l'article 68

194.09 Si une requête pour modifier ou annuler les modalités d'accès ou une ordonnance relative aux droits d'accès a été présentée en vertu de l'article 68 de la loi antérieure mais que son audition n'est pas terminée à l'entrée en vigueur du présent article, ou si, après l'entrée en vigueur du présent article, une requête est présentée en vertu de l'article 68 relativement aux modalités d'accès ou à une ordonnance relative aux droits d'accès rendue sous le régime de la loi antérieure, pour l'application du paragraphe 68(2), toute personne qui, si la requête en vue d'obtenir l'ordonnance avait été présentée après l'entrée en vigueur du présent article, aurait pu en vertu de l'article 48 ou 194.07 être une partie à la requête au terme de laquelle l'ordonnance a été rendue est réputée avoir été une partie à l'audience suite à laquelle l'ordonnance a été rendue (qu'elle ait ou non assisté à l'audience de présentation) et doit recevoir signification des documents mentionnés aux alinéas 68(2)a) et b).

Parties to applications under section 69

Parties aux requêtes en vertu de l'article 69

194.10 If an application to terminate a temporary or continuing custody order was made under section 69 of the former Act but the hearing has not been completed on the coming into force of this section, or after the coming into force of this section an application is made under section 69 in relation to a temporary or continuing custody order made under the former Act, for the purposes of subsection 69(2), a person who if the application for the order was made after the coming into force of this section would have had the right under section 48 or 194.07 to be a party to the application following which the temporary or continuing custody order was made is considered to have been a party to the hearing at which the order was made and must be served the documents referred to in paragraphs 69(2)(a) and (b).

194.10 Si une requête en annulation de l'ordonnance de garde provisoire ou permanente a été présentée en vertu de l'article 69 de la loi antérieure mais que son audition n'est pas terminée à l'entrée en vigueur du présent article, ou si, après l'entrée en vigueur du présent article, une requête est présentée en vertu de l'article 69 relativement à une ordonnance de garde provisoire ou permanente rendue sous le régime de la loi antérieure, pour l'application du paragraphe 69(2), toute personne qui, si la requête en vue d'obtenir l'ordonnance avait été présentée après l'entrée en vigueur du présent article, aurait pu en vertu de l'article 48 ou 194.07 être une partie à la requête suite à laquelle l'ordonnance de garde provisoire ou permanente a été rendue est réputée avoir été une partie à l'audience au terme de laquelle l'ordonnance a été rendue et doit recevoir signification des documents mentionnés aux alinéas 69(2)a) et b).

Agreements made under the former Act

Ententes conclues sous le régime de la loi antérieure

194.11(1) An agreement made under the former Act that is in effect on the coming into force of this section is valid despite the fact that it may not conform to the requirements of this Act.

194.11(1) Les ententes conclues sous le régime de la loi antérieure qui sont en vigueur à l'entrée en vigueur du présent article sont valides bien qu'elles puissent ne pas satisfaire aux exigences de la présente loi.

(2) An agreement made under the former Act that is in effect on the coming into force of this section may be renewed in accordance with the requirements of this Act.

(2) Les ententes conclues sous le régime de la loi antérieure qui sont en vigueur à l'entrée en vigueur du présent article peuvent être renouvelées conformément aux exigences de la présente loi.

Case plans and collaborative planning

Plans d'intervention et planification collaborative

194.12(1) A case plan made under the former Act that is in effect on the coming into force of this section must be reviewed in accordance with the time requirements for review under subsection 16.03(2), 18(5) or 45.01(1) as applicable of this Act as if it was made into under this Act and must, when reviewed, be amended if necessary to

194.12(1) Les plans d'intervention élaborés sous le régime de la loi antérieure qui sont en vigueur à l'entrée en vigueur du présent article sont révisés conformément aux exigences de délais de révision prévues, selon le cas, au paragraphe 16.03(2), 18(5) ou 45.01(1) de la présente loi comme s'ils avaient été élaborés sous le régime de la

conform to the requirements of this Act including the requirements respecting the placement of a child under sections 89 and 89.01.

(2) A case plan that is reviewed under subsection (1) must be reviewed using a collaborative planning process and the director must invite the persons referred to in subsection 7(1) to participate.

(3) If an agreement made under the former Act is in effect on the coming into force of this section and the agreement does not include a case plan, the director must, if a case plan would have been required if the agreement had been made after the coming into force of this section, initate collaborative planning for the development of a case plan within 30 days of the coming into force of this section.

Adoptions

194.13 If a child was placed for adoption under the former Act but on the coming into force of this section an adoption order has not yet been made,

(a) the placement of the child for adoption is valid for the purposes of this Act; and

(b) the consents required for a judge to make an adoption order under this Act are the consents required for a judge to make an adoption order under the former Act.

24/7 facilities and homes

présente loi et, lors de leur révision, sont modifiés au besoin afin de satisfaire aux exigences de la présente loi, y compris les exigences relatives au placement de l'enfant prévues par les articles 89 et 89.01.

(2) La révision de plans d'intervention effectuée en vertu du paragraphe (1) fait appel au processus de planification collaborative et le directeur invite les personnes mentionnées au paragraphe 7(1) à participer.

(3) Si une entente conclue sous le régime de la loi antérieure est en vigueur à l'entrée en vigueur du présent article et qu'elle ne comprend pas de plan d'intervention, le directeur, si un tel plan aurait été requis si l'entente avait été conclue après l'entrée en vigueur du présent article, entame le processus de planification collaborative en vue de l'élaboration d'un plan d'intervention dans les 30 jours de l'entrée en vigueur du présent article.

Adoptions

194.13 Si un enfant était placé en vue d'une adoption sous le régime de la loi antérieure mais qu'aucune ordonnance d'adoption n'a encore été rendue à l'entrée en vigueur du présent article :

a) d'une part, le placement de l'enfant est valide aux fins de la présente loi;

b) d'autre part, les consentements requis pour qu'un juge rende une ordonnance d'adoption sous le régime de la présente loi sont ceux qui sont requis pour qu'un juge rende une ordonnance d'adoption sous le régime de la loi antérieure.

Établissements ou foyers accessibles en tout temps

194.14(1) A residential facility established, operated or provided by the Minister under section 165 of the former Act is continued as a 24/7 facility or home under this Act.

(2) Where a document prepared in relation to a power exercised under the former Act refers to a residential facilty, on the coming into force of this section the reference is to be considered as a reference to a 24/7 facility.

194.14(1) Les établissements résidentiels constitués, administrés et fournis par le ministre en vertu de l'article 165 de la loi antérieure sont maintenus en tant qu'établissements ou foyers accessibles en tout temps prévus à la présente loi.

(2) Toute mention d'un établissement résidentiel dans un document préparé relativement à un pouvoir exercé en vertu de la loi antérieure vaut mention, à l'entrée en vigueur du présent article, d'un établissement ou foyer accessible en tout temps.

PART 2

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

Child Care Act amended

149 In paragraph 3(b) of the *Child Care Act*, the expression "residential facility**" is replaced with the expression "**24/7 facility or home**".**

Ombudsman Act amended

150 In section 7 of Schedule A to the *Ombudsman Act*, the expression "First Nation **" is replaced with the expression "**Yukon First Nation**".**

PARTIE 2

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Modification de la *Loi sur la garde des enfants*

149 À l'alinéa 3b) de la *Loi sur la garde des enfants*, l'expression « **établissement résidentiel **» est remplacée par l'expression « **établissement ou foyer accessible en tout temps **».

Modification de la *Loi sur l'ombudsman*

150 À l'article 7 de l'annexe A de la *Loi sur l'ombudsman*, l'expression « **Première nation **» est remplacée par l'expression « **première nation du Yukon **».

PART 3

COMING INTO FORCE

Coming into force

151 This Act, or any provision of it, comes into force on a day to be fixed by the Commissioner in Executive Council.

PARTIE 3

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

151 La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date que fixe la commissaire en conseil exécutif.